

**CHOOSE FRANCE**  
**Macron vu**  
**par l'écrivain**  
**Mokhtar Amoudi**

PAGES 18-19

**DISPARITION DE LYHANNA**  
**Derrière le profil**  
**du suspect, l'ombre de**  
**graves ratés judiciaires**

PAGES 14-15

**IRAN**  
**«Internet est de**  
**retour, mais presque**  
**tout reste filtré»**

PAGES 6-7

# Libération



## GIANNI INFANTINO, PATRON DE LA FIFA

# ET À LA FIN C'EST LE BUSINESS QUI GAGNE

 **MONDIAL 2026**

A une semaine du début de la Coupe du monde, enquête sur le président tout-puissant et controversé de la planète foot.

PAGES 2-5

PABLO PORCUNCUILA, AFP



M 00135 - 604 - F: 3,00 €

## ÉDITORIAL

Par  
PAUL QUINIO

## Toujours plus

Il est le visage des dérives qui menacent le sport le plus populaire au monde qui va, à partir du 11 juin, date d'ouverture du Mondial organisé aux Etats-Unis, au Canada et au Mexique, faire comme tous les quatre ans vibrer des millions de spectateurs et des milliards de télé-spectateurs. Et peut-être faire chavirer en juillet notre pays dans la liesse, puisque la France figure parmi les favoris de la compétition. Mais rêver de la fête n'empêche pas de parler des sujets qui fâchent cette planète

football que Gianni Infantino dirige depuis 2015. Les dérives que le patron de la Fifa incarne ? Elles n'ont pas démarré avec l'accession à la tête de la Fifa de ce fils d'immigrés italiens débarqués en Suisse dans les années 60. Deux visages ont incarné avant lui cette évolution du foot vers toujours plus de business et de diplomatie parallèle : ceux du Brésilien João Havelange et du Suisse Sepp Blatter. Mais avec Gianni Infantino, de nouvelles étapes sont franchies. Et elles inquiètent à juste titre les amoureux du ballon rond. Le passage de 32 à 48 équipes qualifiées pour cette édition 2026 symbolise à lui seul cette dérive du « toujours plus » : toujours plus de matches, toujours plus de droits de retransmission, toujours plus de pognon. Rien de neuf encore une fois. Mais jamais le foot business n'aura à ce point sacrifié l'intérêt

des joueurs, menacé leur santé, usé jusqu'à la corde cette passion déraisonnable pour le foot. Jamais le foot business n'aura été à ce point une aberration environnementale. Au lieu de dire stop, Gianni Infantino accélère. La prochaine Coupe du monde, en 2030, sera ainsi organisée sur trois continents... L'autre dérive qu'assume le patron du foot mondial est politique. Là encore personne n'était dupe des dessous politiques, géopolitiques et diplomatiques des magistères de João Havelange et Sepp Blatter. Mais en créant comme il l'a fait ce ridicule prix de la paix de la Fifa pour caresser son ami Donald Trump dans le sens du poil, en s'affichant ouvertement comme un fervent supporter du président américain, Gianni Infantino assume à visage complètement découvert d'entraîner le football sur un terrain dangereux. ◀

# Gianni Infantino

## Le meneur de jeu tout-puissant du football mondial

En poste depuis dix ans en dépit de polémiques répétées, le président de la Fifa, organisatrice de la Coupe du monde qui débute le 11 juin, affiche ostensiblement son amitié avec les puissants, en premier lieu Donald Trump.

Par  
SAMUEL RAVIER-REGNAT

Washington, 5 décembre 2025. C'est le grand jour, celui qui lance la champagne dans le cœur des amateurs de foot. Le tirage au sort de la Coupe du monde. Dans un amphithéâtre du Kennedy Center, l'emblématique salle de spectacle mise au pas l'an dernier par Donald Trump, Gianni Infantino déroule le tapis rouge au président des Etats-Unis. Costume sombre et large sourire, l'homme fort de la Fifa se répand en dithyrambes en mondovision avant de remettre au dirigeant nationaliste un trophée clinquant en forme de globe terrestre : le tout nouveau « prix de la paix » de l'instance. Le patron du foot mondial, qui avait publiquement souhaité que Trump reçoive le prix Nobel de la paix, a opportunément créé cette récompense quelques semaines plus tôt.

Et le voilà qui vante « les actions exceptionnelles [de Donald Trump] pour promouvoir la paix et l'unité dans le monde ». Peu importe si, depuis son retour à la Maison Blanche un an auparavant, le président américain déploie des troupes en mer dans les Caraïbes (il attaquera bientôt le Venezuela, puis l'Iran), s'il piétine la démocratie et pourchasse les migrants illégaux. Pour Infantino, l'essentiel est ailleurs : il faut réussir la Coupe du monde. La compétition, qui commence le 11 juin, est coorganisée par les Etats-Unis, le Canada et le Mexique.

**ENFANCE MODESTE**

C'est le premier Mondial dont l'attribution a été décidée sous la présidence du juriste suisse de 56 ans, aux manettes de l'instance dirigeante du foot international depuis 2016. La première aussi en format XXL, à 48 équipes contre 32 auparavant, selon son vœu à lui.





Gianni Infantino et Donald Trump, le 5 décembre à Washington. PHOTO EVELYN HOCKSTEIN. REUTERS

Presque «sa» Coupe du monde. Pour qu'elle se passe correctement, et garantis à l'institution les revenus mirobolants qui permettent son fonctionnement, Infantino s'efforce à tout prix de s'attirer les faveurs de Trump. En janvier 2025, il assiste, au troisième rang, à son discours d'investiture au Capitole. Depuis, le patron de la Fifa et le président des Etats-Unis ne cessent de se voir. «Aucun étranger n'a passé autant de temps qu'Infantino à la Maison Blanche ces dernières années», soupire dans un entretien à *Libération* l'ancien directeur de la communication de la Fifa Alexander Koch, légèrement ironique. Infantino subit sans mot dire les caprices de Trump, qui menace de priver de compétition les villes dirigées par des élus démocrates ou d'expulser la sélection iranienne. Un ancien cadre de la Fifa, qui a bien connu Infantino, se désespère: «Il faut toujours avoir de bons rapports avec les

pays hôtes, mais on n'est pas là pour faire leur politique. Pour Trump, Infantino est un idiot utile, manipulable à merci.»

En octobre, le quinquagénaire au crâne dégarni avait même fait le déplacement à Charm el-Cheikh, en Egypte, pour la signature de l'accord sur le cessez-le-feu dans la bande de Gaza sous la houlette des Etats-Unis. Sur la photo officielle, une vingtaine de chefs d'Etats du monde entier, et lui, seul participant dépourvu de toute responsabilité politique, nationale ou internationale. Soit le signe le plus visible de l'influence croissante acquise par ce dirigeant controversé, qui s'est forgé une réputation sulfureuse à coups de polémiques et de propos outranciers. Drôle de trajectoire que celle de cet enfant du canton du Valais, fils de modestes immigrants italiens arrivés dans le sud de la Suisse durant les années 60.

«Aucun étranger n'a passé autant de temps qu'Infantino à la Maison Blanche ces dernières années.»

Alexander Koch  
ancien directeur de  
la communication de la Fifa

Le père est homme à tout faire à la gare de Brigue, la ville natale du petit Gianni, la mère travaille dans un kiosque. L'adolescent, lui, rêve d'une carrière dans le monde du sport. A 25 ans, son diplôme de droit en poche, ce supporteur de l'Inter Milan est embauché par un organisme de recherche dans le sport fondé par la Fifa et basé en Suisse. Bosseur, passionné, polyglotte, In-

fantino grimpe vite les échelons. En 2000, il entre à l'UEFA, l'instance dirigeante du foot européen, dont il devient secrétaire général en 2009. Peu exposé, dans l'ombre de son président Michel Platini, dont il est très proche, mais au cœur de la machine. Les fans le connaissent surtout comme «le chauve de l'UEFA», celui qui procède chaque année au tirage au sort de la Ligue des champions.

C'est alors qu'éclate le «Fifagate», le scandale le plus tonitruant de l'histoire de l'organisation. Le 27 mai 2015, des policiers suisses interpellent sept dirigeants du ballon rond accusés de corruption au siège de l'institution, à Zurich. L'affaire éclabousse jusqu'à l'historique président de la Fifa, Sepp Blatter, qui finit par démissionner. Michel Platini est alors favori pour lui succéder, mais l'ancien meneur de jeu est rattrapé à son tour par une polémique qui le contraint à renoncer: l'ouver-

ture d'une enquête portant sur un «virement déloyal» de deux millions de francs suisses effectué à son bénéfice par Sepp Blatter (dans cette affaire, les deux hommes seront finalement relaxés par la justice). A la tête de la Fifa, la place est donc libre, et il saute sur l'occasion. Le 26 octobre 2015, Infantino annonce sa candidature à la présidence, promettant de débarrasser l'organisation des affaires de corruption qui minent son image et de verser davantage d'argent aux fédérations nationales... qui sont chargées d'élire le nouveau patron du foot mondial. L'argument pèse lourd dans le processus électoral. Quatre mois plus tard, il arrive en tête du premier tour à la surprise générale, devant le cheikh Salman Ben Ibrahim al-Khalifa, président de la confédération asiatique.

### DÉMESURE FINANCIÈRE

Dans l'entre-deux-tours, le Suisse (qui a aussi la nationalité italienne et, par son épouse, de celle du Liban) obtient le soutien décisif de la fédération des Etats-Unis et de son président, Sunil Gulati. «Dans les coulisses, Gulati était extrêmement actif, il parlait aux représentants de toutes les fédérations pour les convaincre de voter Infantino», se souvient Alexander Koch. Des efforts payants, qui débouchent sur la victoire d'Infantino. Le juriste a-t-il promis aux Etats-Unis l'organisation de la Coupe du monde 2026 en échange de leur soutien? Possible, voire certain, selon d'anciens cadres de l'institution qui, elle, a toujours rejeté cette version de l'histoire et défendu son président.

Dix ans plus tard, et après deux réélections en 2019 et en 2023, le contrôle d'Infantino sur la Fifa semble absolu, malgré la persistance des affaires, de la mention de son nom dans les Panama Papers, en 2016, à l'ouverture d'une enquête en Suisse pour entrave à l'action pénale en 2020. Dès son arrivée, le quinquagénaire fait le ménage. «Il a licencié les responsables puissants du comité exécutif et les a remplacés par des valets, se souvient un ancien dirigeant. Il ne s'entoure que de gens qui lui doivent quelque chose.» «A la Fifa, les organes indépendants ne sont pas vraiment tolérés», observe Miguel Maduro, éphémère patron du comité de gouvernance, renvoyé en 2017, quelques mois après sa nomination.

La présidence d'Infantino est celle de la démesure, sportive et financière. En l'espace de dix ans, le patron du foot mondial, qui n'a pas répondu aux sollicitations de *Libé*, a vu sa rémunération quadruplée pour s'établir à plus de cinq millions d'euros par an. Le nouveau format XXL de la Coupe du Monde doit permettre de doubler les revenus de la compétition. La Coupe du monde des clubs, organisée pour la première fois aux Etats-Unis en 2025, répond à la même logique. Les syndicats de joueurs ont beau protester, inquiets de la multiplication des matchs qui fatigue les corps, les supporters ont beau afficher leurs réticences, les revenus de cette compétition permettent **Suite page 3**

Suite de la page 3 d'arroser les fédérations nationales, notamment celles du «Sud global» qui forment la base politique d'Infantino. «En Europe, il est perçu de manière négative, comme quelqu'un de trop centralisateur, tourné vers l'argent. Mais sa popularité au niveau mondial est sans équivoque», décrypte Olivier Jarosz, chargé du Swiss Institute of Sports Diplomacy, qui a travaillé avec le président de la Fifa. L'intéressé en joue volontiers et pose en universaliste. Le 19 novembre 2022, lors du lancement de la Coupe du monde au Qatar, dont l'organisation avait suscité d'innombrables critiques, il prononce un discours passé à la postérité. «Aujourd'hui, je me sens qatari, je me sens arabe, je me sens africain, je me sens gay, je me sens handicapé, je me sens un travailleur migrant», déroule le boss, avant d'affirmer que l'Europe «devrait commencer par s'excuser pendant trois mille ans avant de donner des leçons à qui que ce soit». «C'est absurde, dénonce Nicholas McGeehan, le directeur de l'ONG FairSquare. La Fifa a un fonctionnement colonial. Elle ne donne pas de l'argent aux pays en développement, elle enrichit des élites et alimente la corruption.»

#### CARTON ROUGE

Avec Trump, la première rencontre remonte à 2018. A la Maison Blanche, le patron de la Fifa avait offert au président des Etats-Unis un maillot floqué du numéro 26 (pour la Coupe du monde 2026). Il n'avait pas hésité à lui tendre un carton

rouge l'invitant à le brandir en direction des journalistes, lui qui voue une fascination et jouit d'une proximité avec une foule d'autocrates de la planète, surtout quand l'organisation d'un Mondial est en jeu. En 2018, il a ainsi reçu des mains de Vladimir Poutine la médaille de l'ordre de l'amitié, plus haute distinction russe, pour services rendus. Un an avant la Coupe du monde 2022, cet utilisateur invétéré de jets privés avait emmenagé partiellement au Qatar.

Mais la relation avec le président américain est d'une autre nature, ostensible et permanente. «Infantino ressemble beaucoup à Trump. Il aime le pouvoir et veut être admiré. Il n'accepte pas les critiques. Il s'entoure de gens qui le soutiennent», énumère Alexander Koch. Un autre connaisseur des arcanes de la Fifa remarque chez le patron du foot mondial «un côté sarkozien, avec la revanche sociale, la recherche de l'argent et de la gloire, et l'absence de scrupule».

Malgré la vive hostilité qu'il suscite dans une partie du monde du football, Infantino se projette en homme sûr de sa force vers les prochaines échéances. En 2030, la Coupe du monde sera organisée pour la première fois sur trois continents, en Amérique du Sud, en Afrique et en Europe. En 2034, elle aura lieu en Arabie Saoudite, choisie par applaudissements lors d'une visioconférence. Et, loin d'être rassasié, Infantino a d'ores et déjà annoncé qu'il briguerait l'année prochaine un nouveau mandat. ◀

Le président de la confédération africaine de football, Patrice Motsepe, le prince héritier du Maroc, Moulay Rachid, et Gianni Infantino, lors de la finale de la CAN à Rabat le 18 janvier.

PHOTO TORBJORN TANDE. DEFODI IMAGES. ICON SPORT



## En Afrique, une influence qui prospère via un réseau tentaculaire

**En multipliant les déplacements sur le terrain et grâce à sa fine lecture des rapports de force, Gianni Infantino a su installer ses obligés au sein des 54 fédérations du continent.**

Il pleut à verse sur Rabat. Le stade Prince-Moulay-Abdellah est plein comme un œuf. Nous sommes le 18 janvier 2026 et, sur la pelouse, la sélection nationale du Maroc ferraille avec celle du Sénégal pour le titre de champion d'Afrique. Dans la loge royale, le prince Moulay Rachid préside la soirée en l'absence de son frère, le roi Mohammed VI, excusé pour raisons de santé. A ses côtés, le président de la Fifa, Gianni Infantino, tout sourire, applaudit les actions de l'équipe marocaine. Rien de choquant que le patron du football mondial assiste à la finale d'une compétition majeure aux côtés du maître de cérémonie. L'image inspire pourtant, chez les supporters, une suspicion de connivence, alors que les accusations de trucage pleuvent sur le pays hôte depuis le début de la compétition panafricaine.

Au goût de certains observateurs, le Maroc aurait bénéficié de décisions arbitrales très favorables tout au long du tournoi. Si le déroulé de la finale donne du grain à moudre

aux contempteurs de «l'arbitrage maison», les Lions de l'Atlas finissent par s'incliner (0-1), au terme d'un scénario digne des meilleurs péplums. Et c'est bien le Sénégal qui soulève la coupe, ce 18 janvier. Les complotistes peuvent se faire une raison. Pour l'instant.

Car le 17 mars, le jury d'appel de la Confédération africaine de football (CAF) retire son titre au Sénégal et accorde la Coupe d'Afrique au Maroc, sur tapis vert. L'objet du litige? Pendant la finale, les joueurs sénégalais avaient quitté le terrain pour contester une décision arbitrale. C'est suffisant, selon le règlement, pour disqualifier le coupable du méfait. Mauvais joueur, le Maroc a déposé un recours. Et voilà que ressurgissent les accusations de connivence. C'est que le royaume pèse bel et bien sur le foot africain. Et Fouzi Lekjaa, le tout-puissant président de la Fédération royale marocaine de football (FRMF), est un fidèle indéfectible de Gianni Infantino. Parmi ses nombreuses casquettes, il siège, depuis 2021, au conseil de la Fifa, l'organe exécutif planétaire du ballon rond, parmi une trentaine de happy few.

#### «Manœuvrer et tirer profit»

Pour le dirigeant italo-suisse, Rabat n'est toutefois qu'une étape sur la carte du monde. Et Gianni Infantino voyage beaucoup. De

nombreux interlocuteurs nous l'ont répété: «Qui contrôle les 54 votes africains contrôle quasiment la Fifa.» Alors Gianni cultive son entregent, à coups de sauts de puces en jet privé.

Son record serait de «61 aéroports en quarante-cinq jours», d'après le journaliste de l'Equipe Simon Bolle, auteur du livre *Fifa Connection. Enquête sur le système Infantino* (Flammarion) paru début mai.

Dans ce «système», le Marocain Fouzi Lekjaa est un homme parmi un réseau tentaculaire d'obligés, de proches et de puissants. «L'une des principales forces de Gianni Infantino, c'est sa capacité à lire parfaitement les rapports de force», décrypte Jean-Baptiste Guégan, chercheur et auteur de nombreux ouvrages sur la géopolitique du sport. «Il comprend ce que les uns et les autres veulent. Il sait où sont leurs faiblesses, leurs intérêts. Et il sait manœuvrer sans oublier les siens pour en tirer profit», ajoute-t-il.

Fouzi Lekjaa, depuis son arrivée aux commandes de la FRMF, a toujours eu de grandes ambitions. «Il avait une vision exceptionnelle de ce que devait devenir le football marocain. Il n'a pas seulement énoncé ce qu'il fallait faire, mais il l'a réalisé. C'est quelqu'un de très brillant», se souvient l'entraîneur français Hervé Renard, qui a dirigé les Lions de l'Atlas entre 2016 et 2019.

En 2018, le Maroc est candidat pour être désigné pays hôte du Mondial 2026. Par solidarité

continentale, un tiers des fédérations africaines sont prêtes à voter pour Rabat. Y compris l'Afrique du Sud, pourtant rival politique historique du royaume chérifien. Mais il y a plus important que Rabat dans la liste des candidats. Après un énorme coup de pression de Donald Trump, l'Afrique du Sud retourne son vote et fait basculer celui des pays de l'Afrique australe. Washington, qui lorgnait la compétition depuis trop longtemps, obtient la coorganisation avec le Mexique et le Canada.

Infantino, qui a fait de l'attribution de cette compétition aux Etats-Unis un élément central de sa stratégie de développement, peut souffler. Le Maroc, lui, ronge son frein. Mais le projet de Fouzi Lekjaa reste dans un coin de la tête du patron de la Fifa, qui saura en tirer profit, en temps voulu.

#### Juriste besogneux

L'occasion se présente au moment de l'attribution de la Coupe du monde 2030. «Et là, il nous a fait une masterclass», se souvient Jean-Baptiste Guégan, toujours incrédule. Nous sommes en décembre 2024, et le Maroc est à nouveau candidat. De même que l'Espagne, le Portugal, et l'Ukraine. Cette dernière finit par se retirer, pour cause de guerre. L'Arabie Saoudite et l'Egypte présentent aussi une candidature commune, mais Le Caire finit par jeter l'éponge en raison de divergences avec Riyad.

«Infantino a trouvé un moyen de contenter tout le monde, poursuit Guégan. La Fifa a fait comprendre au Maroc, au Portugal et à l'Espagne qu'une candidature commune avait toutes ses chances de l'emporter. Comme on célébrera le centenaire de la compétition, ils en ont profité pour donner trois matchs à la confédération sud-américaine. Résultat:



# Au Congo-Brazzaville, un ancien président de fédération en cavale

L'affaire Mayolas, du nom de l'ex-patron de la fédération congolaise, est révélatrice des dérives liées au manque de transparence dans les financements octroyés par la Fifa.

«**L**a Fifa donne énormément d'argent aux fédérations nationales. Le problème, c'est qu'il n'y a aucun contrôle de comment cet argent est dépensé.» La formule est répétée à tous les étages quand on enquête sur la toute-puissante organisation du foot mondial. Acteurs ou observateurs du ballon rond, tout le monde la prononce, mais toujours sous couvert d'anonymat. Du temps de Sepp Blatter, patron du foot mondial de 1998 à 2015, ces programmes de développement nationaux s'appelaient «Goal». Sous Infantino, ils ont pris le nom de «Fifa Forward». Mais le principe est le même et l'opacité dans laquelle cet argent est dépensé alimente sou-

vent les rubriques à scandales. «L'affaire Mayolas», du nom de l'ancien président de la Fédération congolaise de football (Fecofoot), révélée par le quotidien britannique *The Guardian*, en est une bonne illustration.

**Perpétuité.** En mars, les autorités congolaises ont demandé à Interpol l'émission d'un mandat d'arrêt contre Jean-Guy Blaise Mayolas, évaporé dans la nature quelques semaines avant d'avoir été reconnu «coupable de blanchiment d'argent, de faux, d'usage de faux et de détournement de fonds, le 10 mars [2026] par le tribunal de Brazzaville», écrit le quotidien britannique. Il avait été condamné à la prison à perpétuité par contumace. Présents à l'audience, «le secrétaire général de la Fecofoot, Badji Mombo Wantete, et son trésorier ont chacun été condamnés à cinq ans de prison». *The Guardian* évoque un montant de 1,1 million de dollars «de fonds Fifa» détournés, dont «près de 500 000 dollars destinés à l'équipe féminine du Congo». «C'est souvent le foot féminin qui fait les frais en pre-

mier des mauvaises pratiques», se désole un bon connaisseur, basé dans un autre pays d'Afrique.

Après le limogeage par le ministère des Sports congolais en 2024 de Jean-Guy Blaise Mayolas, en poste depuis 2018, sur fond de mauvaise gestion financière, les autorités congolaises avaient ouvert une enquête. «*Les forces de sécurité ont occupé le siège de la Fecofoot à Brazzaville, empêchant aux agents de la Fifa d'y accéder*», se souvient un acteur du foot congolais souhaitant garder l'anonymat. Une ingérence du politique dans les affaires

sportives qui avait poussé la Fifa à suspendre la Fecofoot, en février 2025, empêchant les clubs et les sélections nationales du Congo de participer aux compétitions internationales.

«**Complot.** Dès mars 2025, des membres du comité d'éthique de la Fifa s'étaient rendus au Congo pour enquêter sur les allégations de détournements de fonds. Mais elle n'a ouvert de procédure disciplinaire à l'encontre de Mayolas et ses deux coaccusés qu'un an plus tard, révèle encore *The Guardian*. A plusieurs reprises, l'ancien président de la Fecofoot a réfuté les accusations pesant contre lui, dénonçant un «complot» du gouvernement congolais.

La suspension a été levée en mai 2025, après que les agents de la Fecofoot ont recouvré l'accès au siège, à Brazzaville. Mais le scandale a eu pour conséquence d'empêcher l'équipe masculine de football de participer aux épreuves qualificatives pour la Coupe du monde qui s'ouvre la semaine prochaine aux Etats-Unis.

A.Ga.

**La Fifa avait suspendu la Fecofoot en février 2025, empêchant les clubs nationaux de participer aux compétitions internationales.**

la Coupe du monde 2030 se déroulera sur trois continents.» Et Infantino peut continuer de se réjouir de jouer un rôle grandissant dans le concert des nations.

Une des autres grandes forces de l'Italo-Suisse est de connaître les règlements sur le bout des doigts. Après tout, c'est par le droit que ce juriste besogneux, formé à l'université de Fri-

bourg (Suisse), a mis pour la première fois les pieds dans le monde du football.

Voyez plutôt : les règles de la Fifa imposent une rotation continentale pour l'organisation des Coupes du monde. L'Amérique du Nord ayant organisé 2026, l'Europe et l'Amérique latine ayant donc décroché 2030, restent l'Asie et l'Océanie pour 2034, que Gianni

décide d'attribuer dans la foulée. Il déterme alors une règle voulant qu'en présence d'un seul candidat, il n'y a pas besoin de congrès pour décider. «*Seul candidat asiatique à disposer d'un dossier déjà ficelé, l'Arabie Saoudite n'avait qu'à se présenter pour obtenir 2034*, se souvient Guégan. La Fifa a attribué les deux d'un coup, avec des possibili-

tés de recours limitées. Ça s'est fait en visio. Personne ne s'est plaint.»

Pour que personne ne trouve à redire, Infantino sait placer des affidés à tous les échelons du foot mondial. L'élection, en mars 2021, de Patrice Motsepe à la tête de Confédération africaine de football est un cas d'école.

## A la table de tous les chefs d'Etat

Dans les semaines qui précèdent le vote, le président de la Fifa fait ce qu'il sait mieux faire : se déplacer pour préparer le terrain. Puis, sous la houlette de plusieurs de ses conseillers, il fait réunir à Rabat - encore - les quatre candidats à la présidence de la CAF, afin de s'entendre sur une répartition des postes. Trois des candidats - le Sénégalais Augustin Senghor, le Mauritanien Ahmed Yahya et l'Ivoirien Jacques Anouma - devaient se retirer, pour laisser la place au milliardaire sud-africain Patrice Motsepe, soutenu par Infantino. En contrepartie, ils ont obtenu des postes de vice-présidents. Ce que les médias appelleront le «*pacte de Rabat*» est scellé.

Cerise sur le gâteau, l'un des artisans de ce pacte, Véron Mosengo-Omba, compagnon de route de longue date d'Infantino, devait hériter du secrétariat général de l'instance africaine du football. Un poste dont il a démissionné en mars... pour se faire élire, le 20 mai, à la tête de la Fédération congolaise de football, en RDC. Toujours poussé par Gianni Infantino. Le patron du foot mondial a son rond de serviette à la table de tous les chefs d'Etat et de toutes les fédérations du continent, que la Fifa finance abondamment. Qui contrôle le foot africain contrôle la Fifa.



Le président de la Fédération marocaine de football, Fouzi Lekjaa, et Gianni Infantino, à Rabat en mars 2021. ICON SPORT

ANTOINE GALINDO

# IRAN

## Un blocus numérique levé et une liberté très limitée

Une semaine après le rétablissement d'Internet dans le pays, les connexions restent plus qu'instables avec un débit très faible et d'importantes restrictions. Des Iraniens racontent ce vrai-faux retour et reviennent sur trois mois de black-out aux lourdes conséquences.

Par  
**UN JOURNALISTE  
IRANIEN**

«**C'**est comme si la porte de votre immeuble était entrouverte pour laisser entrer un peu d'air sans pour autant permettre à qui que ce soit de passer.» Internet, la sécurité des réseaux, les technologies de l'information, c'est le boulot d'Ashkan. Cela fait des années que le trentenaire travaille, depuis Téhéran, pour une entreprise canadienne spécialisée dans ces domaines, totalement dépendant de l'accès au Web pour faire son job à distance.

Depuis le début de l'année, marquée d'abord par une répression sanglante, en janvier, puis par la guerre lancée par les Etats-Unis et Israël contre le régime des mollahs, Ashkan n'a quasiment pas pu travailler, perdant comme de très nombreux Iraniens une grande partie de ses revenus. Alors, le 26 mai, il s'est remis à son ordinateur avec espoir. Après 2093 heures – soit quatre-vingt-huit jours, quasiment trois mois – de coupure totale d'Internet, les autorités iraniennes venaient d'annoncer la levée des restrictions d'accès imposées le 28 février.

Mais Ashkan et ses compatriotes ont vite déchanté. Depuis une se-

maine, s'ils sont heureux de sortir enfin de l'obscurité numérique, les Iraniens constatent que cette liberté est plus que limitée, l'accès reste instable avec de nombreuses coupures intermittentes et d'importantes limitations. «Internet en Iran n'est plus libre ni normal», reprend Ashkan, disséquant la situation en professionnel: «La plupart des connexions internationales sont bloquées ou partiellement ouvertes. Seuls certaines destinations et certains itinéraires sont autorisés. C'est pourquoi les VPN classiques et les outils de contournement ne fonctionnent toujours pas correctement.» Ce que constate aussi Marjan, youtubeuse à Téhéran, depuis une semaine. «Oui, Internet est de retour, mais avec un débit très faible, des coupures constantes et presque tout ce qui est utile reste filtré, y compris YouTube, Instagram, Telegram, WhatsApp et X, relate la jeune femme. Au moins, certains VPN gratuits ou bon marché fonctionnent à nouveau, ce qui permettra à plus de gens de rester connectés.»

Depuis le 28 février, Marjan a pu se connecter, de temps à autre, grâce à des VPN hors de prix «mais le débit était extrêmement lent. Créer du contenu n'avait plus aucun sens, surtout parce que la plupart de mes abonnés vivaient en Iran.» Autour d'elle, c'est l'hécatombe économi-

que et sociale. «Tous ceux qui avaient une chaîne YouTube ont perdu le contact avec leur audience. On ne pouvait plus parler à ses amis à l'étranger. Pire encore, l'accès aux ressources éducatives était coupé. Même Duolingo n'était plus disponible pour apprendre une langue.»

### «UN FAUX SENTIMENT DE SOULAGEMENT»

L'Iran a une longue tradition de filtrage et de restrictions d'Internet mais jamais ses citoyens n'avaient été isolés numériquement aussi longtemps. Quand les frappes américano-israéliennes ont décimé l'appareil d'Etat le 28 février, tuant le Guide suprême Ali Khamenei et une partie de sa famille, le régime a immédiatement coupé tous les accès au web mondial, invoquant des motifs de sécurité nationale, pour se prémunir de toute «infiltration ennemie». Pendant près de quatre-vingt-dix jours, ce black-out 2026 est allé bien au-delà d'un simple ralentissement ou d'une restriction d'accès. Selon NetBlocks, l'organisation qui surveille l'accès à Internet dans le monde, cette coupure était exceptionnelle par son am-

pleur et sa durée, surpassant tous les cas précédents, en Iran et dans le reste du monde. Ce qui a poussé certains Iraniens à parler d'une forme de purification numérique du pays. De nombreuses familles à revenus moyens et faibles n'avaient pas les moyens de se procurer les outils nécessaires pour contourner le filtrage. Or, ce sont précisément ces couches de la population iraniennne qui subissent déjà le plus fortement toutes les autres conséquences des crises qui frappent l'Iran, économiques et sociales. Et donc celles qui ont le plus de raisons d'alimenter un nouveau mouvement de contestation, comme en janvier quand la mobilisation était motivée par le coût de la vie et l'inflation endémique.

En ce sens, l'approche de la république islamique s'apparente à une forme d'autoritarisme numérique. L'accès à Internet n'est plus considéré comme un droit fondamental mais comme un privilège réservé à certains groupes. Par ce système, les autorités ont le sentiment de gagner du temps dans une société qui a depuis longtemps atteint ses limites mais le feu couve.

D'ailleurs, même la conclusion d'un cessez-le-feu n'a pas fait évoluer la position du régime, malgré un coût financier et psychologique exorbitant pour le pays. Les détracteurs de cette politique, parmi lesquels de nombreux experts en technologies, remettent en question la justification sécuritaire avancée par le gouvernement. Pour eux, la république islamique a accéléré un projet qu'elle poursuivait depuis des années sous le nom de «Réseau national d'information», visant à restreindre l'accès à Internet.

«A cause de cette coupure, l'un des secteurs les plus vulnérables et dangereux du pays est désormais son infrastructure numérique, décrypte Cyrus, spécialiste en sécurité numérique. Pendant près de trois mois, de nombreux systèmes et serveurs n'ont reçu aucune mise à jour de sécurité, ce qui les rend potentiellement beaucoup plus exposés aux cyberattaques et aux infiltrations.» La soi-disant reconexion est faible, instable et de mauvaise qualité depuis une semaine, selon son analyse: «Cela ressemble davantage à un geste temporaire visant à apaiser les critiques et à créer un faux sentiment de soulagement qu'à un véritable rétablissement de l'accès à Internet.»

Ces annonces de levée du blocus numérique ont provoqué l'apparition d'un marché parallèle. «Certaines personnes ont reçu des noms de



Une tour de télécommunications à Téhéran, le 24 janvier, lors d'une





première coupure d'Internet. PHOTOS MAJID ASGARIPOUR, REUTERS



A Téhéran, le 26 mai, premier jour du retour d'Internet.



Une femme sur son ordinateur dans un café de la capitale, le 26 mai.

domaine et des liens pour se connecter à Internet autorisés par les autorités et elles revendent cet accès, raconte Ashkan. Il en résulte un Internet inégalitaire, basé sur la location et truffé de solutions temporaires. Votre téléphone peut indiquer que vous avez accès à Internet, et qu'un site web ou une application peut même s'ouvrir au début ou répondre brièvement, mais, en réalité, il n'y a pas de véritable Internet.»

#### DES ENTREPRISES EN LIGNE EN FAILLITE

Une expérience épuisante et humiliante, insiste Hamed, 29 ans, créateur de contenus en ligne. «Filtrer et passer des heures, chaque jour, à se battre avec des VPN pour se connecter un instant, c'est vraiment démoralisant. C'est la pire forme de harcèlement, estime le jeune homme. C'est comme si des extorqueurs se postaient devant une boulangerie pour forcer les clients à payer plus cher, puis déchiraient le pain en morceaux et les leur donnaient un par un avec de longs délais.» Ceux qui, une fois de plus en Iran, bénéficient de la situation sont toujours les mêmes, dénonce encore Hamed: les Iraniens qui s'enrichissent grâce à la vente de connexions VPN, nouvel exemple d'une corruption inhérente au régime. Dans un pays où la débrouille numérique pallie depuis des années

l'indigence de la gestion économique du régime, le blocage d'Internet a provoqué la faillite de milliers d'entreprises en ligne. Boutiques Instagram, programmeurs, travailleurs indépendants ou ceux qui avaient des clients à l'étranger ont été contraints de cesser leurs activités.

La chambre de commerce iranienne a récemment estimé les pertes directes causées par la coupure d'Internet entre 30 et 40 millions de dollars par jour, précisant qu'en incluant les pertes indirectes, ce chiffre pourrait atteindre environ 80 millions de dollars par jour. «Maintenant que vous avez ordonné la réouverture d'Internet, ordonnez aussi que ceux qui ont perdu leur emploi le retrouvent, lance Soheil à l'adresse des autorités. Ordonnez à ceux dont la vie a basculé de la retrouver. Ordonnez à ceux qui ont perdu leur logement faute de pouvoir payer leur loyer de rentrer chez eux.» Il y a moins d'un an, ce quadragénaire avait investi toutes ses économies dans une boutique Instagram en ligne, qui a fait faillite cet hiver. Loin d'être un soulagement, la levée du blocus n'est pour lui que source d'amertume: «Pour vous [le régime iranien, ndlr], Internet, c'est peut-être juste un bouton marche-arrêt. Mais pour beaucoup, c'est différent. Internet, c'est leur vie et la vie ne reprend pas son cours

normal juste parce qu'on appuie sur un bouton.»

Dès le rétablissement des premières connexions, le 26 mai, les Iraniens ont commencé à partager leurs expériences et leurs émotions. Pouvoir enfin parler à leurs proches, après des mois de silence, a été un soulagement national. Nasrin, 38 ans, vit à Téhéran et après des mois de séparation numérique, elle a pu enfin voir et entendre son frère, qui poursuit ses études aux Etats-Unis. «Je ne l'ai pas vu en chair et en os depuis des années, raconte-t-elle. A cause de sa situation migratoire, il ne peut pas quitter les Etats-Unis, alors pendant longtemps, les appels via Internet étaient notre seul moyen de communication. Ses fiançailles ont eu lieu au printemps et nous attendions de pouvoir les regarder en ligne. La coupure d'Internet nous a fait rater un moment très important pour nous.»

#### UN FLOT DE TÉMOIGNAGES

En coupant Internet, les autorités iraniennes ont empêché la population de s'exprimer pendant trois mois. Pas de dissidence ou de critique possible. Mais à mesure que la guerre et ses conséquences dévastatrices se prolonge, rouvrir les vannes peut avoir l'intérêt de coaliser les Iraniens contre les Etats-Unis et Israël. Dès le retour

même bancal des connexions, «tout le monde s'est mis à partager son expérience de la guerre, raconte Ghazal, 42 ans, décoratrice d'intérieur. La lecture de ces témoignages m'a obligée à me souvenir de choses que j'avais enfouies au plus profond de moi. On y racontait le premier jour de la guerre, le réveil à Téhéran au son terrifiant des explosions, la prise de conscience que la guerre avait commencé, puis les heures passées coincée dans des embouteillages monstres pour rentrer chez soi ou fuir la ville.»

Sur les réseaux sociaux, c'est cette peur rétrospective qui affleure. Comme chez Sana, 26 ans, qui a publié son propre récit des jours les plus effrayants de la guerre sur X afin, dit-elle, que ces expériences ne soient pas effacées. La jeune photographe, spécialisée dans les projets industriels, y raconte le sentiment d'apocalypse, le lendemain matin de l'explosion du dépôt pétrolier de Shahrân, lorsqu'un nuage noir a recouvert le ciel de Téhéran et que la ville est restée plongée dans l'obscurité jusqu'à l'après-midi. Ou quand Donald Trump a menacé de détruire la civilisation iranienne avant la tombée de la nuit. Ce jour-là, «une peur sans précédent s'est emparée de la population. Certains ont rédigé leur testament et se sont préparés à ce qu'ils croyaient être les heures les plus sombres de leur vie.»

Parallèlement, de nombreux internautes, hors d'Iran, ont commencé à publier des résumés critiques des trois mois de guerre, des publications qui commençaient souvent par des expressions telles que «Pendant votre absence» ou «Pour ceux qui, en Iran, viennent de se reconnecter». Le mouvement qui se voulait bienveillant a agacé nombre d'Iraniens. «C'était vraiment étrange que, le jour du retour d'Internet, tant de gens à l'étranger veuillent nous expliquer, à nous qui étions en Iran, ce qui s'était passé, s'énervent Niloufar, jeune pâtissière de 27 ans. Nous étions au cœur de la catastrophe. Missiles, avions de chasse, explosions, décombres et mort faisaient partie de notre quotidien. Ce devrait être l'inverse. Le monde devrait interroger les Iraniens sur ce qui s'est passé pendant leur coupure au lieu de raconter les événements, de leur côté.»

La levée du blocus numérique total a provoqué un flot de témoignages dans lesquels se mêlent les difficultés et le soulagement. Comme Mehran, 24 ans, qui ironise sur cette «ouverture» au monde: «Ça doit ressembler à la chute du mur de Berlin.» Sur X, ses amis ont poursuivi dans la même veine: une révolution «sans victoire, sans libération, sans joie, sans aucun acquis politique et toujours avec la crainte que cela se reproduise». ◆



Julien Sanchez en janvier 2025 à Paris. PHOTO DENIS ALLARD

# CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE DU RN

## Julien Sanchez a le cul entre deux chefs

Par  
**CHARLOTTE BELAÏCH**

**C'**est le même homme, qui explique que «ça ne sert à rien de stigmatiser les gens», qu'un «Français est un Français», qui a supprimé les menus sans porc dans les cantines tout en installant une crèche dans sa mairie garçoise de Beaucaire pour Noël après son élection, en 2014. Encore lui, qui estime qu'il «faut simplement remettre de l'ordre car en réalité les délinquants sont une minorité et quand les règles sont respectées, le racisme diminue», et qui a pris soin de débaptiser la rue du 19 mars 1962, jour du cessez-le-feu en Algérie. Toujours lui qui parle du mérite qui «transcende les origines», et qui a embauché l'influenceur identitaire Damien Rieu au service de communication de sa mairie.

Militant historique, arrivé dans un Front national miné par les polémiques, désormais représentant courtois d'un Rassemblement national poli, Julien Sanchez est un soldat qui s'efface derrière les mutations du parti. Choisi pour diriger la campagne 2027 du RN, qu'il appelle celle «des candidats» jusqu'au 7 juillet (quand la justice dira si Marine Le Pen est éligible ou non, décidant ainsi du même coup du destin présidentiel de Jordan Bardella), il est aujourd'hui au service des deux figures du mouvement, comme s'il n'y avait qu'un seul camp.

«S'il a été mis là, c'est parce qu'il est neutre», analyse un ancien conseiller. «Je n'ai jamais réussi à le cerner», raconte un autre. «Extrêmement prudent», «insaisissa-

Nommé directeur de campagne avant la décision judiciaire du 7 juillet qui déterminera le candidat du parti – Le Pen ou Bardella –, l'eurodéputé, engagé au FN dès ses 16 ans, est un bon soldat, à l'idéologie floue, issu de la «génération communication» qui a nourri la stratégie de dédramatisation du mouvement.

ble», décrit-on encore, mais aussi «acharné de travail», «efficace même, ce qui n'est pas vraiment courant». Dans un parti dont les troupes sont réputées paresseuses et désorganisées, où ceux qui s'agitent trop agacent parfois en faisant apparaître l'immobilisme des autres, la gestion des municipales de 2026, confiée à Julien Sanchez, a été remarquée. Maire de Beaucaire entre 2014 et 2024, avant d'être élu député européen, désormais dans l'opposition à Nîmes, il a aussi l'avantage d'avoir longtemps été éloigné des couloirs du siège parisien, où des camps se forment et s'égratignent.

#### «NI PRESTIGE NI AUTORITÉ»

«Je ne me suis jamais positionné dans un clan, je suis légitimiste», explique-t-il alors que l'unité craquelle manifestement sur les retraites (lire ci-contre). Quelles relations a-t-il avec Le Pen et Bardella? Qui a suggéré son nom, avant que ce dernier ne l'appelle pour lui proposer le poste? Sanchez slalome entre les questions, refusant comme tout le monde dans le parti de se risquer à dire qui est le chef. Et puis, personne ne sait vraiment ce qui se passe dans le binôme de patrons: «une boîte noire», dit-on. «Je suis là pour faire en sorte que ce soit fluide et que ça fonctionne. Mon devoir est envers les deux, pas plus l'un que l'autre. Et quel que soit le candidat, les deux feront campagne.» En attendant le 7 juillet, Sanchez a commencé à travailler à l'organisation des meetings et des déplacements. «Pour l'instant, pour moi, c'est la même campagne», assure-t-il, déterminé à ne pas «faire les différences entre les deux». L'identité du candidat modèlera pourtant son rôle, entre le jeune président de parti dont l'identité s'est forgée sur les réseaux sociaux, qui demande toujours plus de punchlines à ses équipes, et la triple candidate à la présidentielle, qui s'accroche à la ligne populiste que son dauphin remet en question. Sanchez, lui, se borne pour l'instant à un seul objectif: «il faut faire le score le plus élevé au premier tour» pour aborder le second tour en favori.

Il se met au service du parti, ne s'est jamais mis en avant, est besogneux et discret. Précisément ce que cherchaient les candidats. «Un recroquevillement sur l'interne», note une ancienne figure du mouvement, par rapport à 2022 et au choix du RN de fièrement nommer un préfet, Christophe Bay, et ainsi montrer leur institutionnalisation, avant que des révélations ne plombent sa réputation. «Sanchez est un bon soldat, mais il n'a pas le prestige et l'autorité», poursuit le même ex-cadre. Marine fait la même opération qu'avec Bardella: elle choisit des jeunes, qui n'ont pas de ligne.» Elle s'inscrit aussi dans la même logique

qu'en 2017, lorsqu'elle avait confié la direction de campagne au jeune David Rachline: «C'était déjà quelqu'un d'inféodé sauf qu'on pouvait classer politiquement Rachline, qui avait un ADN soralien. Sanchez, on ne peut pas le classer, comme beaucoup au RN aujourd'hui. A Beaucaire, il a donné quelques gages avec des mesures un peu symboliques mais son truc, c'est le "bon sens", comme l'a théorisé Bardella». Une ligne devenue majoritaire au sein du parti, où le «pragmatisme» a remplacé l'idéologie, où l'on préfère «coller aux attentes des Français» que créer du débat. Résultat de l'influence de Marine Le Pen, qui a théorisé que le FN de son père progressait malgré la diabolisation, et non grâce à elle, et a entrepris le travail inverse, jusqu'à l'affadissement, reprochant ses détracteurs.

Militant depuis ses 16 ans, Julien Sanchez a pourtant commencé sa vie politique dans un FN marginal. «Adhérez!» l'encourage Marie-France Stirbois en 1999. Cette année-là, la députée européenne est agressée par des cambrioleurs qui la ligotent chez elle. Jeune lycéen, élevé par des parents communistes, passionné par les soirées électorales depuis l'enfance, Sanchez décide de lui écrire pour lui dire son soutien. Le FN, «c'étaient les seuls à décrire le réel, sur l'immigration, l'insécurité...» explique celui qui a grandi dans le Val-d'Oise avant de déménager dans le Gard. «Ce n'était pas un ghetto, mais ce n'était pas Enghien-les-Bains. Quand j'écoutais Strauss-Kahn ou Copé, ils disaient tous que tout allait bien. Je suis allé vers ceux qui ne mentaient pas.» Pour ne pas gêner ses parents, il fait d'abord adresser son courrier militant au bureau de poste. Mais le jeune homme monte vite. En 2005, à 22 ans, il se voit confier la stratégie numérique du parti. «Il était assez discret, très sérieux», se souvient Carl Lang, à l'époque cadre dirigeant du FN. C'était déjà la génération com.»

#### DE FRÊCHE À MONTRETOUT

A l'époque, Jean-Marie Le Pen veut développer le Web, convaincu qu'il sera déterminant en politique. Sanchez a appris à coder dans sa chambre d'enfant, en créant des sites de recension d'élus. Il a 15 ans et passe ses nuits à trier des milliers de pages de résultats électoraux, commune par commune. Aux régionales de 2003, il passe aux entretiens filmés. On retrouve alors sur son blog des vidéos de Ségolène Royal, Georges Frêche ou, justement, Jean-Marie Le Pen. «Je voulais être journaliste ou homme politique. Il se trouve que c'est la politique qui s'est présentée en premier», raconte-t-il. A Saint-Cloud (Hauts-de-Seine), où un fond vert a été installé, Sanchez crée une webtélé, à une époque où le FN à encore du mal à se faire sa place sur les plateaux. Mais c'est surtout le «Journal de bord» de Jean-Marie Le Pen qui va être un succès: une caméra posée à Montretout, des questions sur l'actualité posée par Sanchez et des polémiques régulières créées par le fondateur du FN. «J'ai de bons souvenirs avec lui», raconte l'eurodéputé. Les outrances, le négationnisme? «Il n'était pas parfait mais on ne peut pas le réduire à ça», répond Sanchez. Je me suis engagé en politique pour lui. Je me désolidarise de ses propos, car je ne les partage pas et je n'ai jamais compris l'intérêt. Il s'est tué tout seul. Tant qu'il était là, on ne pouvait pas gagner. Mais il a fait passer des idées de 0,5 à 18%.» Défenseur d'un FN à l'autre. ◀



Jordan Bardella et Marine Le Pen en 2024, à Paris. PHOTO ALBERT FACELLY

## Les retraites, point de tension entre Le Pen et Bardella

**Lors de leurs prises de paroles publiques comme en privé, les deux potentiels candidats du RN à la présidentielle 2027 ne semblent pas alignés sur le dossier. Jusqu'à gêner en interne.**

Le Rassemblement national parle d'une seule voix lundi. Sur les plateaux, au lendemain des violences qui ont suivi la victoire du PSG, les cadres du parti dépeignent en chœur un pays au bord de l'implosion. Sur les retraites, en revanche, les silences gênés ne suffisent pas à masquer les divergences. Quelques jours plus tôt, Jordan Bardella, potentiel candidat à la présidentielle, a créé des remous en remettant en cause le programme du parti.

«Reaganiens». «Je pense que l'on gagnerait à simplifier les choses et à bâtir un système qui mette davantage en avant la durée de cotisation», affirme-t-il sur LCI, jeudi. Nous sommes en train de faire des projections budgétaires, nous aurons l'occasion de présenter un nouveau système et une réforme.» Selon le Monde, le président du parti pousserait également pour l'introduction d'une part de capitalisation dans le système de retraite.

Une rupture avec le projet de Marine Le Pen, qui a toujours défendu une durée de cotisation entre quarante et quarante-deux ans, mais aussi un âge légal de départ à la retraite entre 60 et 62 ans, estimant que la seule prise en compte des an-

nuités pénalise les carrières hachées, et notamment les femmes.

Mais Bardella fait vaciller ce totem. Premier à-coup, le 12 mai, lorsque le quotidien allemand *Frankfurter Allgemeine Zeitung* lui demande s'il est «pour un âge de retraite plus tardif»: «Nous examinons actuellement la question», affirme le dauphin de Marine Le Pen. «C'est une interview qui a été réécrite, partielle et partielle», élude alors Jean-Philippe Tanguy, qui travaille sur le programme économique et notamment les retraites. Pour masquer l'inconfort, les cadres du parti expliquent que le contexte budgétaire mène naturellement à une nouvelle réflexion sur les retraites. Pourtant, deux jours après l'entretien, Marine Le Pen assure sur RTL que la retraite à 62 ans «reste d'actualité dans le contexte économique qu'on connaît».

«Jusqu'à-là, je pensais que c'était elle qui s'était mise d'accord avec Bardella pour qu'il développe cette image libérale, pour ratisser plus large, mais je commence à me poser la question», s'inquiète un mariniste. Au sein même du parti, personne n'arrive vraiment à sonder les convictions politiques du président du parti: est-il fondamentalement libéral?

Veut-il simplement gommer tout ce qui irrite les milieux patronaux, dont il s'est rapproché? Est-il influencé? Dans le camp mariniste, certains accusent son «entourage de reaganiens», à commencer par son conseiller économique François Durvy mais aussi Ambroise de Rancourt, directeur de cabinet de Marine Le Pen, ancien mélenchoniste qui promet aujourd'hui aux patrons qu'il rencontre de tout libéraliser. «Un retournement complet, analyse une députée. Pendant les débats sur la réforme des retraites à l'Assemblée, c'était l'un des plus populistes.» A l'époque, une partie du groupe RN a plus de mal à s'opposer au projet gouvernemental. Fin 2025, les députés ciottistes ont d'ailleurs voté contre sa suspension.

«Maladresses». «Durvy et Rancourt font en sorte que les choses bougent dans leur sens mais Marine ne veut pas voir leur agenda, à chaque fois, elle dit que ce sont des maladresses», regrette une élue proche de la députée. Marine Le Pen, qui a toujours été ennuyée par les querelles idéologiques internes, tente de contenir les divergences. «Au RN, on minimise jusqu'à ce que ça explose, prévient un ancien cadre. Autour de Jordan, des gens veulent lâcher ce totem comme certains voulaient lâcher le totem de la sortie de l'euro. A la fin, il faudra peut-être sacrifier quelqu'un, comme Florian Philippot à l'époque.»

Ch.B.

**FRONTAL**

Chaque mardi, dans notre newsletter «Frontal», retrouvez enquêtes, reportages et indiscrets, par notre cellule de journalistes spécialistes de l'extrême droite. Pour s'inscrire: [libe.fr/frontal](http://libe.fr/frontal)

Par  
**ANNE-SOPHIE LECHEVALLIER**

**A** quinze jours de la deuxième audience au tribunal de Brest, la citation directe à comparaître adressée début mars au président du département du Finistère, Maël de Calan (divers droite), et à l'ancien directeur emploi, insertion et logement de la collectivité, Romain Chantelot, s'est épaissie. Selon les informations de *Libération*, 10 nouveaux témoins sont venus se joindre aux 18 précédents pour étayer le dossier, dans lequel six anciens ou actuels allocataires du revenu de solidarité active (RSA) se sont constitués partie civile.

Ces derniers veulent faire reconnaître par la justice leur qualité de victimes de harcèlement moral de la part de ces deux hommes, dans le cadre d'une procédure plus large pour harcèlement moral institutionnel à laquelle participe la CGT avec son secrétaire départemental, Ludovic Morin. Pour caractériser la même infraction, une nouvelle partie civile vient de s'ajouter à la procédure pénale engagée devant le tribunal correctionnel de Brest, la Confédération paysanne du Finistère (lire ci-contre). Contacté par *Libération*, le conseil départemental fait savoir qu'il ne fera pas de commentaire.

Pour le troisième syndicat agricole français, il ne s'agit pas seulement de situations individuelles isolées, mais de faits susceptibles de révéler «un mode de traitement administratif affectant une catégorie déterminée de professionnels agricoles: les exploitants et exploitantes allocataires du RSA ou susceptibles d'y prétendre». Ces pratiques, ajoute la Confédération paysanne, «sont de nature à porter atteinte à l'intérêt collectif de la profession agricole». Dans une région où, selon une étude de l'Insee en 2020, plus de 18% des personnes appartenant à un ménage agricole vivent sous le seuil de pauvreté, contre 10% parmi l'ensemble des Bretons vivant dans un ménage actif, la Confédération paysanne considère que recourir au RSA n'est ni le «*signe d'une inactivité économique ni d'un manque de savoir-faire ou d'une mauvaise gestion*».

#### PIÈCES À ENVOYER ET MENACES DE SUSPENSION

Les nouveaux témoins ont tous fait l'objet d'un contrôle de la part du conseil départemental, qui voulait s'assurer de «l'application du juste droit». Ils racontent une expérience qui fait écho à celle des premiers témoignages, des semaines d'échanges avec les contrôleurs, des demandes de pièces supplémentaires parfois difficiles à satisfaire et des menaces de suspension... Chaque mouvement créditeur sur leur compte en banque, même quand il s'agit de quelques euros, doit être justifié avec une attestation et une copie de la pièce d'identité de l'émetteur afin de vérifier qu'il ne s'agit pas d'une ressource.

Dans un courrier au département, une des témoins dénombre les pièces demandées: «En l'état, vous sollicitez notamment plusieurs centaines de pages (relevés bancaires personnels et professionnels sur dix-neuf mois, documents comptables, attestations administratives), portant le total à plus de 600 copies, sans compter les documents déjà fournis précédemment 100 copies, ceux fournis ce jour 60 copies.» Parfois, c'est l'absence de dépenses que le département questionne. Dans un autre courrier, envoyé par la collectivité à l'un des témoins, il est indiqué: «Votre compte ne fait apparaître aucune dépense de type: courses alimentaires. Aussi, merci de bien vouloir nous indiquer depuis quel(s) compte(s) sont effectuées ces dépenses et nous transmettre les relevés bancaires de ce(s) compte(s).»



Lors de la première audience au tribunal de Brest, le 30 mars.

PHOTO JEAN-MARIE HEIDINGER.  
MIRAGE COLLECTIF

# ALLOCATAIRES DU RSA CONTRÔLÉS Dans le Finistère, la Confédération paysanne entre dans l'action

Trois mois après le début d'une procédure judiciaire contre les représentants du conseil départemental breton, accusés notamment par la CGT de harcèlement moral institutionnel pour des contrôles d'allocataires, le syndicat agricole se constitue à son tour partie civile. Une audience doit se tenir dans quinze jours.

«Lorsque les demandes excèdent ce qui est nécessaire à la vérification du droit, [...] le contrôle cesse d'être un simple mécanisme de vérification pour devenir un instrument de pression», est-il considéré dans la citation. M<sup>e</sup> Franck Carpentier, l'avocat des plaignants, explique: «Dans ces contrôles, nous considérons que le département s'approprie des pouvoirs qui relèvent de la CAF et de la Mutualité sociale agricole (MSA), en s'appuyant à tort

**Ces pratiques, ajoute la Confédération paysanne, «sont de nature à porter atteinte à l'intérêt collectif de la profession agricole.»**

sur le code de la Sécurité sociale.» Ce sujet se retrouve dans un rapport national de la Défenseuse des droits publié en avril et consacré à «la lutte contre la fraude aux prestations sociales à l'ère de l'industrialisation». Il indique, sans les nommer, que «certains conseils départementaux ne limitent pas leurs contrôles à la seule évaluation du train de vie, comme prévu par la réglementation» et précise: «Ce contrôle ne concerne toutefois pas les reve-

nus des allocataires, qui relèvent des conditions générales d'éligibilité et sont vérifiés par l'organisme chargé du versement de la prestation», telles que la CAF et la MSA.

Depuis mars, Maël de Calan assure que ces contrôles sont légitimes. Il met en avant le plan RSA qu'il a installé en 2022, l'année suivant son élection à la présidence du conseil départemental. Les statistiques publiques (Drees) mentionnées dans la citation indiquent qu'entre janvier 2021 et décembre 2025, le nombre d'allocataires au RSA a diminué de 9,48 % au niveau national, et de 27,17 % dans le département du Finistère. «On a plusieurs centaines de personnes qui se servent du RSA comme un complément permanent de revenu, ce qui est contraire à l'esprit de la loi», disait-il lors d'une conférence de presse le 12 mars. Le même jour, il déclarait que «la CGT devra expliquer pourquoi, alors même qu'on a identifié au RSA des druides, des exorcistes, des gens qui ont confondu le RSA et le revenu universel, pourquoi est-ce qu'il était légitime d'avoir des druides, des exorcistes...» tout en précisant qu'il n'y avait aucun druide parmi les plaignants.

### VOLONTÉ «D'OCCUPER L'ESPACE MÉDIATIQUE»

Maël de Calan a aussi annoncé son intention de se tourner lui-même vers la justice afin de demander la condamnation de la CGT pour procédure abusive. Lundi, le conseil départemental a finalement fait part qu'il engageait le même jour «une action pénale pour diffamation contre Ludovic Morin, secrétaire général de la CGT, à titre personnel, pour ses propos graves et inacceptables». Quels sont ces propos ? Son entourage indique que «le département n'a pas souhaité citer les propos visés». Pour Ludovic Morin, il s'agit «seulement d'occuper l'espace médiatique car leur avocate sait depuis vendredi soir qu'il va y avoir d'autres parties civiles». Dans ce même communiqué, le conseil départemental estime que «depuis de trop nombreuses semaines, le département du Finistère, ses agents et sa politique d'insertion en faveur des bénéficiaires du RSA font l'objet d'une campagne de désinformation méthodique, nourrie d'attaques personnelles, de propos mensongers et de contre-vérités agités par l'extrême gauche pour imposer son récit des faits». La gauche, elle, demande une réelle évaluation de la politique d'insertion.

Tous attendent la prochaine audience, qui s'intéressera au fond de l'affaire, mais pas pour les mêmes raisons. Les plaignants regrettent que lors de la première «la représentante du ministère public, qui n'avait manifestement pas lu le dossier, s'est contentée d'indiquer qu'il s'agissait d'un procès politique qui n'avait pas sa place devant la juridiction correctionnelle», mentionnant qu'elle «s'est illustrée par le passé comme candidate malheureuse à des élections politiques sur des listes proches de l'extrême droite». Ils rappellent : «La seule question que la justice doit trancher est celle de savoir si les agissements que nous dénonçons caractérisent l'infraction de harcèlement moral institutionnel.» Quant au conseil départemental, il mentionne aussi la prochaine échéance, «qui permettra de faire toute la transparence sur la situation professionnelle et pécuniaire des plaignants et ainsi, à chacun de mesurer qui du département ou des demandeurs respecte les règles ou les contournent». Cette audience aura lieu à Brest, le 15 juin. ◀

# «Cette politique crée de la détresse dans le monde agricole»

**Les cosecrétaires finistériens de la Confédération paysanne expliquent les raisons pour lesquelles leur syndicat rejoint la CGT dans le procès qui l'oppose aux représentants du conseil départemental du Finistère sur les contrôles du RSA.**

Début mars, six personnes, ainsi que la CGT, citaient à comparaître le président du département du Finistère, après avoir subi de lourds contrôles administratifs concernant leur droit au RSA (lire ci-contre). Nathan Martin, floriculteur à Kerlaz, et Madeg Join-Lambert, éleveur laitier à Querrien, tous deux cosecrétaires du comité départemental de la Confédération paysanne, expliquent à Libération les raisons pour lesquelles leur syndicat a désormais décidé de s'engager aux côtés de la CGT dans l'action menée en justice. Et déplorent la politique de contrôle envers les allocataires menée par le département, qui, selon eux, s'apparente à du «harcèlement moral institutionnel».

**Pourquoi avez-vous décidé de vous constituer partie civile ?**

**Madeg Join-Lambert :** Depuis deux ans, avec le changement de la politique du RSA dans le Finistère, nous avons de plus en plus d'adhérents qui nous sollicitent pour de l'aide dans leur dossier. Les contrôles s'accompagnent souvent de menaces de radiation. Nous avons eu des rendez-vous avec le département, la Mutualité sociale agricole et France Travail. Dès 2024, nous avons dénoncé ces pratiques. La situation s'est dégradée. Sur un point, le conseil départemental a reconnu son erreur de considérer comme un revenu le crédit d'impôt perçu au titre de l'agriculture biologique. Mais pour le reste, la politique suspicieuse a continué, avec une extension des contrôles et des demandes de pièces de plus en plus difficiles à obtenir dans des délais très courts, parfois en pleine période des récoltes. Alors qu'il y avait du boulot dans les champs, certains passaient des journées entières à répondre à ces demandes administratives. Les personnes concernées ont subi un stress énorme avec ce couperet, elles ont été atteintes dans leur dignité avec des demandes très intrusives. Nous pensons que les contrôleurs surinterprètent le droit, en menant parfois des contrôles fiscaux, et qu'ils sont à la limite de la légalité avec une politique systématique qui s'apparente à du harcèlement. Ce sera à la justice de trancher. C'est aussi un préjudice pour nous, tout le temps qu'on consacre à ce dossier, on ne le consacre pas à développer l'agriculture paysanne.

**Nathan Martin :** Cette politique crée non seulement de la détresse dans le monde agricole, mais aussi au sein des structures qui l'accompagnent, des conseillers aux assistantes sociales.

**Dans quelles circonstances les paysans sont-ils amenés à être allocataires du RSA ?**

**N.M. :** Nous sommes tributaires des aléas climatiques. La tempête Ciaran, en novembre 2023, a eu un impact très fort dans le département. Quinze hectares de serres de maraîchers sont tombés par terre, cela a créé des trous dans les trésoreries. Des fermes rentables se sont retrouvées avec de sérieux problèmes et un certain nombre d'agriculteurs

ont demandé le RSA. Ensuite, nous sommes confrontés à des problèmes systémiques de revenus agricoles, avec des prix toujours tirés vers le bas, une marge des distributeurs sur les fruits et légumes bio en moyenne 81 % plus élevée que sur le conventionnel [selon une étude publiée fin mai par l'UFC-Que choisir, ndlr], une part de l'alimentaire dans le panier des ménages qui a beaucoup diminué. 40 % des agriculteurs se rémunèrent en dessous du smic, 31 % en Bretagne. Une partie d'entre eux sont des allocataires au RSA.

**M.J.-L. :** C'est aussi le cas de ceux qui s'installent. Dans les systèmes en vente directe, les aides à l'installation prévoient que les paysans puissent toucher le smic à partir de la quatrième année, le temps de démarrer. Le RSA pour nous, c'est souvent temporaire, mais avec la crise agricole, de plus grosses fermes vont aussi devoir y recourir.

**Qu'attendez-vous de cette action juridique ?**

**M.J.-L. :** Que la politique de contrôle se normalise et que les allocataires soient traités de

manière digne et humaine. Ce qui est important, c'est que les agriculteurs puissent travailler sereinement, que l'accès à un droit social ne soit pas plus compliqué que celui à une aide agricole. Après la colère du monde agricole, l'Etat a pris des mesures pour ne faire qu'un seul contrôle par an et par exploitation, mais le contrôle du RSA n'est pas concerné.

**Le président du conseil départemental, Maël de Calan, a dénoncé un «débat politique porté sur le plan de la justice pénale». Comment réagissez-vous ?**

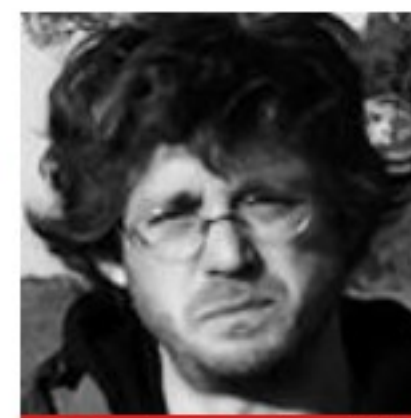
**N.M. :** On s'appuie sur le droit, cela n'a rien à voir avec un quelconque bord politique. On se porte partie civile contre la politique des contrôles intrusifs et chronophages avec parfois des

dizaines de pièces à fournir en moins de quinze jours. Nous ne sommes pas opposés au fait que les contrôles existent, mais à la manière intrusive et dégradante dont ils sont menés. Nous voulons que cela cesse, sans contester qu'avec un droit viennent des devoirs.

Recueilli par A.-S.L.



DR



DR

INTERVIEW

## CLIMAT Libération TOUR Perpignan

Comedy club  
**19 juin au Nautilus**  
20, rue Jules Verne

Débats et sieste sonore  
**20 juin à la Maison de la Catalanité**  
Place Joseph Sébastia Pons (entrée libre)

# LA MER EN PARTAGE

INFORMATIONS



# VENTS SOLAIRES Avec la mission Smile, un nouveau souffle pour la recherche

Pendant au moins trois ans, une sonde européo-chinoise va étudier la zone où les bourrasques solaires percutent le champ magnétique terrestre afin de mieux comprendre la météo spatiale, un domaine de recherche émergent. L'engin ira à 120 000 km d'altitude pour filmer les aurores polaires.



Le lanceur Vega-C a décollé de Kourou le 19 mai pour mettre Smile en orbite. S. CORVAJA ESA

Par  
**CAMILLE GÉVAUDAN**

« **O**n est sur le point d'observer quelque chose qu'on n'avait jamais vu encore : l'armure invisible de la Terre en action. » Ce n'est pas la bande-annonce d'un blockbuster américain mais la promesse du directeur général de l'Agence spatiale européenne (ESA), Josef Aschbacher. C'est ainsi qu'il présente sa toute dernière mission scientifique, lancée le 19 mai depuis le centre spatial guyanais à Kourou. La sonde spatiale Smile (Solar Wind Magnetosphere Ionosphere Link Explorer), développée en collaboration avec la Chine, va en effet s'intéresser au champ magnétique terrestre, et à la façon dont il protège notre planète contre les bourrasques solaires qui nous balayent régulièrement et les orages, qui peuvent perturber nos réseaux électriques.

On appelle vent solaire les flux d'ions – des atomes et des molécules dotés d'une charge électrique régulièrement éjectés de la haute atmosphère du Soleil. Le vent solaire part dans toutes les directions, mais ce sont les courants dirigés vers la Terre qui nous intéressent. La plupart finissent par contourner la planète bleue, déviés par le champ magnétique terrestre qui agit comme un bouclier : c'est la « magnétosphère », que l'on dessine souvent comme des fils de fer qui entourent notre planète, avec un côté planté au pôle Nord et l'autre au pôle Sud. Mais puisque les lignes de champ magnétique convergent aux pôles, une partie du vent solaire se propage le long de ces lignes et descend dans l'ionosphère terrestre, une couche fine de notre atmosphère. C'est ainsi que se créent des aurores polaires (boréales au nord, australes au sud) entre 80 et 300 km d'altitude. Cette interaction entre le vent solaire et le champ magnétique terrestre est un domaine de recherche encore plein de « grandes questions » et de « mystères », résume Aschbacher, « depuis qu'on a découvert il y a plus de soixante-dix ans que la Terre est tranquillement installée dans une bulle magnétique géante ». Grâce aux sondes spatiales récentes spécialisées dans l'étude du Soleil, chaque année apporte son lot de découvertes qui

permettent de comprendre un peu mieux la météo solaire.

En décembre 2024, la sonde américaine Parker Solar Probe s'est ainsi approchée du Soleil à 6,1 millions de kilomètres seulement (sur les 150 qui nous séparent de lui), afin d'observer l'astre avec une proximité record et y faire des observations inédites. Et ça a payé. Les images enregistrées près de la surface ont montré entre autres que le Soleil récupère une partie de la matière qu'il éjecte lors de ses coups de vent solaire : on voit que des bouffées d'ions s'éloignent puis retombent vers l'astre. « On avait déjà le soupçon que ça se produisait, mais voir ce phénomène avec une telle clarté est incroyable. C'est un indice révélateur de comment le Soleil recycle continuellement son champ magnétique et sa matière », résume Nour Rawafi, responsable scientifique de Parker Solar Probe pour la Nasa.

## « On veut étudier la relation Terre-Soleil »

En parallèle, d'autres satellites ont leurs yeux braqués sur le vent solaire. La mission européenne Proba-3, notamment, est constituée d'un couple de satellites volant en formation pour simuler une éclipse solaire et mieux observer l'atmosphère de l'astre. Les images de Proba-3 montrent que « dans la couronne interne, une région de l'atmosphère solaire très difficile à observer, les rafales de vent avancent trois à quatre fois plus vite qu'on ne le pensait », témoigne Andrei Zhukov, physicien à l'Observatoire royal de Belgique, et principal auteur de l'étude qui résume cette trouvaille, parue le mois dernier. La nouvelle mission Smile, elle, va se spécialiser non pas dans l'émission des vents solaires depuis le Soleil lui-même, mais dans l'arrivée de ces rafales sur notre planète. « Ce qu'on veut étudier c'est la relation Terre-Soleil, pointait Philippe Escoubet, un scientifique de l'ESA participant au projet Smile, en conférence de presse peu avant le lancement. Des éruptions se produisent sur le Soleil de temps en temps et amènent un gros nuage de particules vers la Terre. On veut comprendre comment le champ magnétique de la Terre réagit au passage de ces nuages. » Pour cela, la sonde européo-chinoise est équipée de quatre instruments de

mesure : un télescope à ultraviolets, un analyseur d'ions, un magnétomètre... et surtout un télescope à rayons X nommé «SXI». C'est l'instrument star de la mission, car cette caméra va faire les toutes premières observations en rayons X du champ magnétique de la Terre. Si la magnétosphère est souvent dessinée (le fameux bouclier de fils de fer qui semble protéger la Terre), personne n'a encore «vu» ce champ magnétique en vrai. «*Cette région de l'espace est d'habitude invisible, mais pour la première fois on va pouvoir la voir à travers l'instrument SXI*», se réjouit Philippe Escoubet.

### Frontière du champ magnétique

Pour expliquer cette prouesse technique, Dimitra Koutroumpa, chercheuse CNRS au Laboratoire Atmosphères et Observations Spatiales (Latmos) qui travaille sur la mission Smile, nous donne un petit cours de physique : «*Le vent solaire contient une petite quantité d'ions comme l'oxygène ou le carbone auxquels il manque tous leurs électrons. D'habitude, l'oxygène en a 8. Dans le vent solaire, on le retrouve complètement nu, ou avec un seul électron.*

*Quand ces ions-là rencontrent un atome sur Terre, notamment l'hydrogène, ils vont y récupérer un électron.*» L'ion intègre cet électron à sa propre structure, et «*pendant qu'il fait cela, il émet des photons en rayons X*». Pour résumer : si on arrive à capter ces légères émissions en rayons X, on voit très précisément l'endroit où les ions du vent solaire rencontrent les premiers atomes de l'environnement terrestre. Donc on distingue la frontière du champ magnétique.

Le télescope à ultraviolets de Smile, lui, va filmer les aurores boréales de la Terre par tranches ininterrom-

pues de quarante-cinq heures. «*On va voir comment les aurores s'intensifient pendant les gros orages solaires et se déplacent à basse latitude – parfois on peut les observer jusqu'en France. On veut observer comment elles se déplacent.*»

Pour voir les bourrasques solaires buter sur le champ magnétique de la Terre, il faut commencer par s'en extraire. Prendre assez de hauteur pour regarder de l'extérieur. Et prendre aussi assez de recul pour voir toutes les aurores de l'hémisphère Nord se mouvoir pendant des dizaines d'heures en continu. Une particularité de la mission Smile va

donc être son «*orbite hautement elliptique*», expose Sylvain Vey, ingénieur à l'ESA en charge des instruments et des opérations de Smile. Avant de commencer ses observations, le satellite va passer un mois à ajuster progressivement sa trajectoire autour de la Terre, pour passer d'un cercle resserré à un ovale très allongé.

A une extrémité de l'ellipse, Smile s'éloignera considérablement de notre planète pour avoir du recul sur ses observations : «*Le point le plus haut de cette orbite est à 121000 km d'altitude*», soit presque un tiers de la distance Terre-Lune,

détaille Sylvain Vey. «*C'est là où sera faite la majorité des observations par les télescopes. A chaque orbite, on passe environ quarante-cinq heures dans cette zone d'où on peut observer le pôle Nord, ce qui est intéressant pour les aurores boréales.*»

Et de l'autre côté de l'ellipse, «*le périgée, donc le point le plus proche de la Terre, se trouvera au-dessus du pôle Sud à environ 5000 km d'altitude*». Smile viendra «*frôler*» la station de recherche O'Higgins, posée sur un caillou à la pointe nord de l'Antarctique, à chaque fois qu'il boucle un tour de Terre pour venir faire son rapport : «*Nous aurons une*

*fenêtre de trente-deux minutes pour télécharger toutes les données scientifiques récoltées par les instruments lors des cinquante et une heures que dure l'orbite au total.*»

### Progrès attendus et applications concrètes

La mission Smile est conçue pour durer trois ans, et pourra être prolongée une fois pour encore trois ans. Une des contraintes techniques est la quantité d'énergie qu'il faudra consommer pour faire ces orbites excentriques à répétition : 70 % de la masse du satellite (de 2300 kg au total) est consacrée au carburant. Au bout de sept ans et demi maximum, il deviendra trop difficile de maintenir une orbite stable et Smile rentrera dans l'atmosphère terrestre pour s'y consumer.

Au-delà des progrès attendus pour la recherche fondamentale sur le Soleil, Smile devrait permettre d'affiner les modèles informatiques sur la «*météo spatiale*», avec des applications très concrètes. Car cette frontière où le vent solaire percute l'environnement de la Terre, cette frontière «*qu'on appelle magnétopause, c'est le lieu où le champ magnétique du Soleil se mélange, s'interconnecte avec celui de la Terre, et cela peut provoquer des orages géomagnétiques*», décrit Dimitra Koutroumpa, susceptibles de perturber les réseaux électriques terrestres, les appareils électroniques, le fonctionnement des satellites... Aujourd'hui, on étudie la formation de ces orages «*au niveau local avec des satellites autour de la Terre. Mais Smile va apporter une complémentarité, en observant ces phénomènes à grande échelle*». Comme pour la météo terrestre, on pourra améliorer les prévisions et espérer mieux prévoir les orages, lancer des alertes et essayer de protéger les infrastructures. ◀



Les vents solaires sont à l'origine des aurores polaires, ici aperçues en Australie en 2025. PHOTO DAN HUNTER. REUTERS



Un jet de vent solaire capturé par la sonde américaine Parker Solar Probe, en décembre 2024. PHOTO NASA

# Disparition de Lyhanna

## Un suspect au lourd passé

REPORTAGE

Disparue depuis six jours à Fleurance, dans le Gers, la collégienne de 11 ans demeurerait introuvable mercredi. Au fil des heures, le profil du mis en cause, Jérôme B., s'est précisé, avec des révélations sur les multiples procédures le visant.

Par  
**EVA FONTENEAU**  
Correspondante à Bordeaux  
Photos  
**RODOLPHE ESCHER**

C'est un dossier tentaculaire qui se dessine autour de la disparition de Lyhanna, 11 ans. Au total, six affaires (dont deux classées sans suite) auraient un lien avec le principal suspect, Jérôme B., mis en examen lundi pour «*enlèvement et séquestration de mineure de moins de 15 ans*», a indiqué mercredi Clémence Meyer, la procureure de la République d'Auch (Gers), initialement saisie avant de transférer le dossier au parquet d'Agen.

A Fleurance, petite ville de 6000 habitants dans le Sud-Ouest, six jours ont passé, et toujours aucune trace de la jeune collégienne. Elle n'a plus donné signe de vie depuis le vendredi, jour où des caméras de vidéosurveillance l'ont filmée, aux alentours de 15 heures, devant son établissement, à bord d'une berline conduite par un homme. Tous les soupçons se concentrent désormais sur Jérôme B., 41 ans, le père de l'une de ses amies. «*Le mis en cause, au casier judiciaire vierge, n'a pas souhaité s'exprimer devant le magistrat, ni répondre à d'éventuelles questions*», a précisé le parquet d'Agen. L'homme, muré



A Fleurance, dans le Gers, où Lyhanna a disparu.

dans son silence, a été placé en détention provisoire. Les avocates du suspect, Sandra Vazquez et Eléonore Paré, n'ont pas souhaité répondre à nos questions, invitant au «plein et strict respect» de la présomption d'innocence.

### «GESTES DÉPLACÉS»

Heure après heure, les pièces du puzzle s'assemblent, dessinant un profil de plus en plus inquiétant. Les parents de Lyhanna ont expliqué à Libération, via leur avocat, Me François Roujou de Boubée, qu'ils ont «coupé tout contact» avec le quadragénaire après une soirée pyjama organisée en début d'année. Jérôme B. aurait été, selon eux, «trop tactile» avec leur enfant. La famille évoque des «gestes déplacés», notamment lorsqu'il s'était «amusé à la chatouiller».

Mardi dans la soirée, le parquet de Toulouse lâche une information qui alourdit encore le dossier. Jérôme B. est visé, depuis l'été dernier, par une plainte pour viol sur une mineure, déposée dans une gendarmerie de Haute-Garonne. L'enfant, âgée de 10 ans au moment des faits et amie avec les deux filles du suspect, l'accuse de viols répétés entre septembre 2024 et mai 2025, à son domicile, dans le centre bourg de Montestruc. L'enquête est toujours en cours. Mais un détail crise particulièrement à Fleurance, à quelques kilomètres de là : le parquet de Toulouse a attendu décembre pour se dessaisir au profit de celui d'Auch et le mis en cause n'a jamais été au-



Des gendarmes à la recherche de Lyhanna à Lalanne (Gers) lundi.

ditionné dans cette affaire. La procureure, Clémence Meyer, précise que «dans le cadre d'une enquête pénale, l'audition du mis en cause est toujours le dernier acte de l'enquête». Reste que ces lenteurs interrogent jusqu'au sommet de l'Etat. Mercredi après-midi, le ministre de l'Intérieur, Laurent Nuñez, a ainsi annoncé diligenter, avec son homologue garde des Sceaux, Gérard Darmanin, une enquête administrative pour identifier «d'éventuels dysfonctionnements».

Depuis le début de la semaine, d'autres révélations se sont empilées. France Info a notamment révélé que Jérôme B. était déjà connu des autorités depuis six ans. Il a été entendu après une plainte déposée au commissariat de Béthune (Pas-de-Calais) pour des faits de viols sur une petite fille de 9 ans qui auraient été commis au cours de l'année 2020, a précisé la procureure d'Auch. L'affaire sera finalement classée sans suite deux ans plus tard «pour le motif que l'infraction était

insuffisamment caractérisée». En 2017, continue la magistrate, une autre affaire a été classée sans suite après le signalement d'une mère de famille. Jérôme B. aurait entretenu une liaison avec sa fille, une mineure âgée de 17 ans. «Aucune infraction n'était susceptible d'être caractérisée car au regard de son âge, rien ne permet de présumer d'une absence de consentement.»

La région Occitanie confirme également à Libération que le suspect a assuré des remplacements dans plu-

sieurs lycées du Gers comme agent polyvalent d'entretien et de petite maintenance, entre septembre 2018 et février 2021. «A cette date, il a été mis fin à son contrat après une procédure disciplinaire suite au signalement d'un comportement inapproprié envers une lycéenne», précise la collectivité. Mercredi, le dossier s'est chargé encore un peu plus, avec le dépôt d'une nouvelle plainte pour viol à Auch. Un père de famille accuse Jérôme B. d'avoir agressé sa fille durant une soirée pyjama l'été dernier, révèle la Dépêche.

### «LE MÊME SCÉNARIO»

Dans le village de Montestruc, où réside le suspect, les habitants sont partagés entre indignation et incompréhension. «Je suis dans une colère noire. C'est toujours le même scénario : un homme sévit depuis des années mais il est déjà trop tard quand la justice se décide à agir», fulmine Nadia (le prénom a été modifié). «Doit-on toujours attendre un drame pour protéger les femmes et nos enfants ?» s'agace un commerçant. Il décrit une ambiance «pe pesante», voire de «psychose» pour les parents. Entre 170 et 180 gendarmes sont toujours mobilisés autour de la commune de Fleurance. Mercredi, une cinquantaine de chasseurs sont venus prêter main-forte. Les recherches se sont concentrées sur les bois, les parcs privés, les plans d'eau, les dépôts d'ordure, les bâtiments agricoles ou les ruines. Sans qu'aucune piste décisive ne se dégage pour l'instant. ◀

# «La justice ne priorise ni les investigations, ni la protection des enfants»

## L'avocate Carine Durrieu Diebolt déplore un «dysfonctionnement» de l'Etat dans les dossiers de violences sexuelles commises sur les enfants et les femmes.

Pendant qu'à Fleurance, dans le Gers, les recherches se poursuivaient mercredi pour retrouver la trace de Lyhanna (lire ci-dessus), l'étau se resserre autour du principal suspect, Jérôme B., mis en examen lundi pour «enlèvement» et «séquestration de mineure». Le mis en cause –présumé innocent– garde pour l'instant le silence et nie son implication dans la disparition vendredi de la collégienne de 11 ans. Au total, le nom du père de famille quadragénaire apparaît dans six affaires. Un de ces dossiers concerne une plainte pour viols sur mineur déposée l'été dernier. Si l'enquête préliminaire est en cours depuis plusieurs mois, Jérôme B. n'a jusqu'ici pas été entendu par les enquêteurs.

La justice a-t-elle été trop lente? Carine Durrieu Diebolt, avocate spécialisée dans le traitement des droits des victimes de violences sexuelles, déplore que les «affaires concernant les violences sexuelles commises sur les enfants et les femmes ne soient pas encore traitées comme une priorité nationale». Cette ancienne membre de la Commission indépendante sur l'inceste et les violences sexuelles faites aux enfants (Ciivise) regrette le «man-

que de moyens» de la justice. D'après les statistiques de la chancellerie, l'instruction dans ces dossiers est d'une durée moyenne de vingt-neuf mois.

**Jérôme B. est visé depuis près de dix mois par une plainte pour viols sur mineures. Il n'avait jusqu'ici pas encore été entendu par la justice. Pourquoi ?**

Il s'agit clairement d'un dysfonctionnement de la justice française. Les enquêtes sont beaucoup trop lentes dans les affaires de violences sexuelles commises sur les mineurs, et ne permettent pas de les protéger. Les familles de victimes sont dans un parcours de déshérence lorsqu'elles portent plainte. La carence dans cette affaire est d'autant plus grave qu'il est père de famille, et que des comportements sexistes et sexuels avaient été dénoncés dans le cadre de son travail.

**Le mis en cause a deux enfants. Pourquoi aucune mesure de protection les concernant n'avait été mise en place depuis l'été 2025 ?**

Tout simplement parce que Jérôme B. n'avait jamais été auditionné par les enquêteurs. Et que pendant le temps de cette enquête préliminaire, le suspect mène une vie normale. Lui-même n'est pas au courant de la plainte, tout comme ses proches, pour éviter la disparition de preuves. Dans cette affaire, la femme de Jérôme B. ne savait donc sans doute pas

que des plaintes avaient été déposées pour violences sexuelles contre lui. Elle ne pouvait donc pas non plus protéger leurs enfants. Les mesures de protection ne sont mises en place qu'à partir du moment où le suspect est présenté à un juge d'instruction. C'est pour remédier à cette carence que certaines associations demandent la création d'une ordonnance de protection pendant l'enquête en urgence.

**Comment expliquer que ces enquêtes n'aient pas abouti ?**

L'affaire concernant Jérôme B. n'est pas une exception. Et c'est ce qui est le plus grave. Les enquêtes peuvent prendre des mois et des mois, voire des années. Et pendant ce temps, l'agresseur présumé peut réitérer des infractions et commettre de nouvelles agressions sexuelles et des viols. En France, le temps de l'enquête n'est pas le temps de la protec-

**Les enfants victimes de violences ne sont donc pas la priorité de la justice ?**

Malheureusement, non. La justice ne priorise ni les investigations, ni la protection des enfants. C'est l'écueil de ce type de procédures. Or on sait que statistiquement, les affaires de violences sexuelles sont à fort risque de récidive : les agresseurs ne se contentent pas d'une seule victime. Dès lors qu'il y a un signalement concernant un prédateur sexuel, on devrait

donc en réalité traiter l'affaire en urgence. Mais ce n'est aujourd'hui jamais le cas.

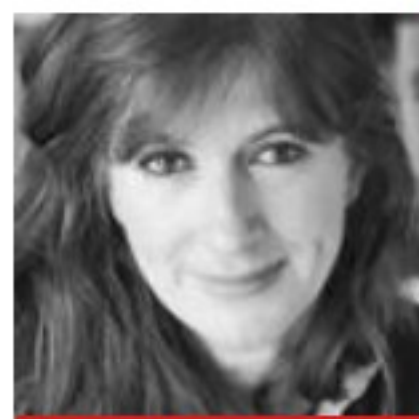
**Pour quelles raisons ?**

Il y a d'abord le manque de moyens de la justice, bien évidemment. Les violences sexuelles faites aux enfants sont le parent pauvre de la justice française. En avril 2025, la Cour européenne des droits de l'homme a même condamné la France pour carences de l'Etat dans certains dossiers, et notamment en raison de la lenteur de la procédure. Un exemple pour illustrer ces failles : en matière d'enquête sur les violences sexuelles, la mise sur écoute de l'agresseur n'est quasiment jamais mise en place. Or cela nous permettrait d'avoir des preuves avant une garde à vue. Dans une enquête pour stupéfiants, les écoutes sont à l'inverse beaucoup plus répandues.

Ces affaires concernant les violences sexuelles commises sur les enfants et les femmes ne sont pas encore traitées comme une priorité nationale. Les moyens déployés ne sont pas du tout les mêmes que dans le cadre des enquêtes pour trafic de stupéfiants ou à la suite de manifestations comme la victoire du PSG à la Ligue des champions samedi [qui a donné lieu à plus de 890 interpellations et 250 gardes à vue en France samedi, ndr].

Les enquêtes médiatiques permettent parfois de palier ces manquements de l'Etat. Ce sont les journalistes qui en viennent à faire le travail de la justice dans certaines affaires, comme dans le cas du périscolaire à Paris.

Recueilli par COPPELIA PICCOLO



INTERVIEW



LIBÉ.FR

### Devant CNews, un rassemblement contre la «porte-voix de Poutine»

Mercredi soir, quelque soixante-dix personnes se sont réunies dans le XV<sup>e</sup> arrondissement de Paris, à deux pas des locaux du groupe Lagardère et des studios de CNews, pour protester contre la présence à l'antenne et dans les médias de Vincent Bolloré de Xenia Fedorova, qualifiée de propagandiste. PHOTO DENIS ALLARD



De la fumée s'élève au-dessus de Saint-Petersbourg après l'attaque de drones ukrainiens, mercredi. PHOTO YULIA MOROZOVA. REUTERS

# En plein «Davos russe», l'Ukraine frappe Saint-Petersbourg

**Des drones ukrainiens ont bombardé un terminal pétrolier de la ville le jour de l'ouverture d'un forum économique, principal événement international de Vladimir Poutine. Une humiliation pour le maître du Kremlin.**

Par **KRISTINA BERDYNKYKH**  
Correspondante à Kyiv

Deux robots élégants (une ballerine mécanique et son compagnon en smoking) accueillaient mercredi les invités du Forum économique international (Spief) qui s'ouvrait à Saint-Peters-

bourg pour la 29<sup>e</sup> édition. Cette année, le «Davos russe», où 20 000 invités des 130 pays sont attendus, est consacré au thème «Un dialogue pragmatique – la voie vers un avenir stable». Mais le ciel de la ville natale de Vladimir Poutine racontait au même moment une tout autre histoire. Au petit matin, un terminal pétrolier et la base militaire de Krons-

tadt ont été touchés par des drones ukrainiens, provoquant des colonnes de fumée noire. «Nous sommes entrés sans frapper, sous le couvert des nuits blanches», a écrit sur les réseaux Robert Brovdi, aka «Magyar», le chef des forces ukrainiennes des systèmes sans pilote. C'est la 20<sup>e</sup> infrastructure pétrolière sur le territoire russe à laquelle les dro-

nes ukrainiens mettent le feu au cours du dernier mois. Le principal aéroport de l'ancienne capitale impériale russe a dû fermer pendant plusieurs heures dans la nuit et les vols entre Moscou et Saint-Petersbourg restaient perturbés mercredi matin.

Taper Saint-Petersbourg, ce n'est pas seulement une question économique. Il y va de

l'effet psychologique et d'une humiliation pour le président russe, attendu au Spief vendredi pour un discours annuel. Le Kremlin n'est plus en mesure d'assurer la sécurité de son territoire, même dans les principales villes, qui, auparavant, n'avaient pas été touchées par la guerre. «Désormais, pour organiser des événements publics, il faut demander l'autorisation de l'Ukraine, comme

ce fut le cas pour le défilé à Moscou le 9 mai», plaisante Viktor Shlinchak, directeur de l'Institut de politique mondiale. A la veille des célébrations de la Victoire sur la Place rouge, Volodymyr Zelensky avait publié un décret spécial autorisant la tenue de l'événement. Le défilé eut lieu, mais en version abrégée et sans matériel militaire ni dirigeants mondiaux.

**Pénurie.** Les frappes en profondeur et les attaques contre les infrastructures pétrolières russes, devenues quotidiennes ces derniers mois, font partie de la stratégie des forces armées ukrainiennes visant à affaiblir l'économie ennemie. Elles gagnent en efficacité grâce à l'utilisation, notamment, de l'intelligence artificielle dans la planification des opérations, explique à Libération

l'analyste militaire Denis Popovich. Le 29 mai, l'alerte «danger de missiles» a été déclarée pour la première fois dans l'Oural, à plus de 2 000 kilomètres de la frontière avec l'Ukraine. En mai, l'armée ukrainienne a commencé à recourir activement aux «middle strikes», des frappes à une distance comprise entre 25 et 150-200 kilomètres. Cela permet de couper les lignes logistiques, détruire des cibles militaires sur les territoires occupés et ralentir l'avancée de l'ennemi dans ces zones. Ainsi, l'Ukraine prend progressivement sous son contrôle la route «Novorossiya» («nouvelle Russie»), qui relie Rostov-sur-le-Don à la Crimée. «C'est là que les camions-citernes et le matériel militaire sont souvent touchés», explique Popovich, ce qui a entraîné une grave

pénurie de carburant sur le territoire de la péninsule. Les civils vivant dans les territoires occupés se retrouvent souvent dans la zone de risque. Mercredi, la Russie a accusé l'Ukraine d'avoir envoyé un drone qui a touché un bus de ligne Moscou-Simferopol à Yenakiïeve, une ville de la région de Donetsk, causant la mort de sept passagers. Le ministère russe de la Défense a affirmé que 354 drones ukrainiens au total avaient été interceptés pendant la nuit au-dessus de plusieurs régions.

**«Terreur».** Depuis le début du printemps, l'armée russe est en difficulté sur le front. Au mois de mai, elle n'a réussi à occuper que 14km<sup>2</sup>, selon les informations du projet DeepState, bien que le nombre d'opérations d'assaut ait augmenté d'un tiers. «La phase printanière de l'offensive russe s'est enlisée», constate Denis Popovich. Depuis l'hiver dernier, le ministère ukrainien de la Défense s'était entendu avec la société SpaceX d'Elon Musk pour désactiver les terminaux des satellites Starlink destinés à la Russie, ce qui a temporairement causé de gros problèmes à son armée.

Mais l'heure n'est pas au relâchement ni à l'euphorie face à la dynamique positive qui se dessine. Même en l'absence de grands succès sur le front, l'armée russe dispose encore d'atouts. Kyiv ne parvient toujours pas à assurer la défense de son espace aérien contre les missiles balistiques. Et Moscou ne fait que renforcer ses attaques massives contre les villes. Fin mai, Zelensky a exhorté Trump à fournir davantage de missiles Patriot à l'Ukraine, car les rythmes de livraison ne correspondaient plus aux menaces réelles. «Un été difficile nous attend. La Russie tentera de déstabiliser l'arrière-front et d'intensifier la terreur», prévoit Popovitch. Malgré tous ces problèmes, la guerre s'achemine progressivement vers un tournant psychologique, car on ne peut pas cacher la fumée des bombardements à Saint-Petersbourg ou à Moscou. «Poutine perd son image de leader fort, même aux yeux de sa propre population», estime Shlinchak. ◀



LIBÉ.FR

### On a lu pour vous la Légende de Boualem Sansal

Enfermé en Algérie, dans une cellule de 6,5 m<sup>2</sup>, l'octogénaire dissèque la banalité d'un quotidien robotique sous l'absurde loi du règlement. Il conte sa libération tant attendue qu'il vit comme une humiliation et une capitulation de la France. Sansal règle aussi ses comptes : loue Bruno Retailleau et charge Antoine Gallimard, son éditeur déchu PHOTO AFP

## Primaires à gauche: Olivier Faure veut un vote sur un vote avant le vote

Comment choisir un candidat qui fédère les sociaux-démocrates à la primaire de la gauche pour 2027? Après plus de deux mois de paralysie interne chez les socialistes, Olivier Faure est sorti du silence. Sa dernière trouvaille pour débloquent la situation: «une primaire en deux temps». En d'autres termes, l'élection des unitaires – dont ni Mélenchon, ni Glucksmann ne veulent –, prévue le 11 octobre, serait précédée par un scrutin pour choisir un champion «socialiste et social-démocrate». Parmi les personnalités susceptibles de participer à cette pré-primaire, on peut a priori citer Faure lui-même, son rival le chef des députés PS Boris Vallaud, l'ex-président de

la République François Hollande, le député socialiste de l'Essonne Jérôme Guedj, mais aussi Raphaël Glucksmann et Bernard Cazeneuve (lire sa tribune page 20). Un vote pour valider ce processus doit être proposé aux adhérents socialistes «au plus tard le 9 juillet», indique aussi la direction. Sauf que même à l'intérieur du PS, ce nouveau montage complexe imaginé par le chef suscite plus de railleries que d'enthousiasme. «La pré-primaire, c'est la maternelle, non?» persifle Jérôme Guedj. François Hollande juge pour sa part la proposition du premier secrétaire du PS «inacceptable» et estime qu'elle «a peu de chance d'aboutir». Par ailleurs, ni le courant de Boris

Vallaud ni celui de Nicolas Mayer-Rossignol ne souscrivent à cette idée de double primaire. Avec ce nouveau concept, Faure espérait pourtant pacifier un parti divisé depuis des années sur les questions stratégiques vis-à-vis de la présidentielle. C'est visiblement raté. D'autant que le passage de la numéro 2 du parti Johanna Rolland dans la matinale de Public Sénat n'a pas été de nature à rassurer. Interrogée sur les options qui seront soumises aux militants roses, la maire de Nantes répond que «le PS a encore quelques jours pour y travailler». Donc que tout n'est pas encore arrêté. C'est finalement la direction des Ecologistes qui a accueilli

le principe avec le moins de dureté. «L'important c'est que ça avance», se félicite ainsi l'entourage de Marine Tondelier, elle-même désignée par son parti pour concourir à la primaire. De fait, l'initiative fauriste lui fournit un alibi pratique pour enjambrer une échéance interne qui s'annonçait délicate. Le 6 juin, ses opposants s'apprêtaient à déposer une motion pour remettre en cause sa candidature à la présidentielle et exiger un débat sur une stratégie alternative. Puisque la primaire morte-vivante n'est pas encore tout à fait enterrée, cela lui permet au moins de temporiser.

LUCIE ALEXANDRE  
et SACHA NELKEN

## 22 millions

C'est, en euros, le montant des nouvelles sanctions contre Shein décidées par la répression des fraudes. A la suite d'enquêtes menées en 2025, l'institution pointe notamment des défaillances en matière de traçabilité des produits, de mentions environnementales, de délais de rétraction et de livraison. Dans les mails de confirmation de commande, le prix unitaire de chaque produit n'est pas indiqué, ni les délais de livraison, ni les informations relatives à l'identité des vendeurs partenaires ni leurs coordonnées. L'organisme qui dépend de Bercy vient ainsi alourdir le montant des sanctions décidées en France ces dernières années contre le géant asiatique de la mode. Elles atteignent désormais plus de 210 millions d'euros au total.



### D-Day Un village normand s'oppose à la venue du ministre américain à la Guerre

Un collectif d'habitants de Langrune-sur-Mer (Calvados) demande l'annulation de la visite de Pete Hegseth, ex-star de la chaîne conservatrice Fox News et secrétaire américain à la Guerre, pour les célébrations du 82<sup>e</sup> anniversaire du Débarquement le 6 juin. «Il porte des valeurs contraires à la démocratie, aux droits de l'homme et à la paix. En attestent ses nombreux propos anti-européens ("le parasitisme des Européens", "Guerriers, prions pour que chaque balle américaine atteigne sa cible contre les ennemis")», dénoncent-ils dans un communiqué.

### Actions violentes Le gouvernement veut dissoudre deux groupuscules

En Conseil des ministres à l'Elysée, le ministre de l'Intérieur, Laurent Nuñez, a proposé à Emmanuel Macron «la dissolution de deux groupements»: Patria Albige et Front de rue. Le premier est un «groupement identitaire d'ultradroite», l'autre un «groupement d'ultra-gauche». Onze militants proches de Patria Albige ont récemment été condamnés à des peines de quatre à huit mois de prison pour avoir pris part à une expédition punitive contre un militant antifasciste en 2025. Le porte-parole du groupe a aussi été condamné à du sursis pour avoir frappé deux jeunes Tarnais. Quant à Front de Rue, il s'agit d'un groupe antifasciste implanté dans le Nord, notamment à Lille.

## Royaume-Uni: le meurtre d'un étudiant enflamme l'extrême droite

L'affaire était déjà sordide avant même qu'Elon Musk, et dans son sillage toute l'extrême droite britannique, s'en mêle. Les faits remontent à décembre 2025. Henry Nowak, étudiant à l'Université de Southampton, dans le sud du pays, rentre du pub. Dans la rue, il sort son téléphone et filme une vidéo. Il interpelle Vickrum Digwa, jeune Britannique d'origine sikh portant le turban: «T'es un gros dur toi, dis que t'es un gros dur.» La vidéo s'interrompt et Digwa poignarde l'étudiant cinq fois. Quand la police arrive, Digwa prétend avoir été victime d'une agression raciste. Les officiers menottent alors l'étudiant, malgré ses blessures. Nowak leur explique qu'il a été poignardé et affirme sept fois qu'il n'arrive pas à respirer. Un des policiers lui répond qu'il ne «pense pas que ça soit le cas». Henry Nowak, 18 ans, décède des suites de ses blessures, dans la rue. La médiatisation du procès de Vickrum Digwa, condamné le 28 mai à la prison à vie, est à l'origine d'une nouvelle convulsion violente



A Southampton (Royaume-Uni), mardi. J. TALLIS.AFP

du pays, où l'extrême droite domine dans les sondages. Mardi, devant le commissariat central de Southampton, ils étaient des centaines à scander en chœur «Henry, Henry, Henry», et «Police raciste, hors de nos rues», avant de se diriger vers le quartier de Portswood, où habiterait la famille du meurtrier. Dans la rue barricadée par la police, des hommes et femmes ont tenté de forcer le passage en brandissant l'Union Jack et le drapeau à la croix de Saint-Georges, ou vêtements de tee-shirts Restore Britain, ce nouveau parti d'extrême droite. Elon Musk s'est exprimé sur l'affaire,

proposant de financer «une action en justice pour homicide involontaire contre ces répugnants individus [les policiers, ndlr]». Les images de la caméra corporelle des officiers ont fini par être publiées. Le Premier ministre Keir Starmer a admis que la vidéo l'avait «rendu malade» et soulevait «de sérieuses questions», notamment sur la manière dont «des accusations de racisme ont influencé la prise de décision» de la police. Malgré les appels au calme, mardi, du Premier ministre et de la famille de la victime, un message de Nigel Farage, à la tête du parti populiste

Reform UK, a mis le feu aux poudres. Dans une vidéo, il a réclamé une démonstration de «rage pure et froide», ajoutant que «les droits et privilèges des Blancs» avaient, au Royaume-Uni, désormais «moins de poids que ceux des personnes issues de minorités ethniques». L'influenceur d'extrême droite Tommy Robinson a accusé les forces de l'ordre de racisme envers les blancs et appelant à emprisonner l'officier impliqué dans l'arrestation. Pour Kemi Badenoch, cheffe de l'opposition, la police britannique a «sur-corrigé» ses pratiques, après la mort de George Floyd aux Etats-Unis en mai 2020. Sous pression, le National Police Chief's Council a annoncé une révision de ses directives en matière de lutte contre le racisme, qui recommandent un traitement différencié des minorités ethniques selon leurs vécus, dans le but de limiter les discriminations et de renforcer la confiance.

JULIETTE DÉMAS  
(à Londres)

A lire en intégralité sur Libe.fr

# IDÉES/

## Choose France: les affres d'un écrivain dans les pas du VRP Macron

Convié par l'Élysée, Mokhtar Amoudi a suivi le Président, d'une usine Thermomix au sommet dédié aux investisseurs étrangers à Versailles, posant sur «l'exercice de l'Etat» son regard singulier d'auteur revenu d'une palanquée de galères.

### 6 octobre 2017

J'ai 27 ans, j'habite à la Goutte-d'Or, les rats pullulent dehors, les souris chez moi. Le Capital ne m'embauche pas et je survis grâce au RSA. Ce jour, la télé informe qu'Emmanuel Macron va faire un discours à Porte Maillot. Alors j'enfile mon unique costume, je mets une cravate et je prends un CV. J'espère trouver du travail grâce au Président. Je traverse les rues et parviens à rentrer dans le hall du Palais des congrès, pourtant surveillé comme Fort Knox. A cause du chômage, je suis devenu un peu fou, tellement que je hurle dans l'atrium. «Monsieur le Président! Monsieur le Président!» Il se retourne, me regarde, et disparaît par l'escalator. Tout est vrai.

### Mardi 21 avril 2026

Dix ans ont presque passé. La parution de mon premier roman, *les Conditions idéales*, chez Gallimard, a changé mon existence, commencée à l'Aide sociale à l'enfance. J'ai trouvé du travail. Et l'Élysée me contacte ce jour pour me proposer de chroniquer la «séquence Choose France», le sommet d'attractivité économique du château de Versailles. C'est drôle. J'y ai donné des cours d'écriture toute l'année. J'en ai le badge officiel. «Château de Versailles – Mokhtar Amoudi – Ecrivain». J'accepte. Ça ne se refuse pas.

### Vendredi 29 mai

A 8h20, notre convoi officiel de vans Volkswagen s'engage sur la A10 pour un VO (voyage officiel) de format national. A l'arrière, je révise mes fiches et réfléchis à la phrase d'accroche que je vais dire au Président. Hier, il a reçu

le président indonésien en visite d'Etat et je crois trouver quelque chose. Talleyrand disait: «*Méfiez-vous de la première impression que vous avez de quelqu'un, cela pourrait bien être la bonne.*»

La séquence commence à Châteaudun par la nouvelle initiative de Victoire, énergique et souriante cheville ouvrière de Choose France et conseillère attractivité du Président. Elle a quatre enfants. Je lui demande comment elle fait. «*Je m'organise. Je veux montrer que c'est possible.*» Nous allons visiter une usine Thermomix en Eure-et-Loir, bâtiment orange, vert et blanc, ultramoderne. Nous sommes arrivés après la vingtaine de policiers d'élite et je redoute une clé de bras à chaque pas tant les regards sont concentrés sur les inconnus qui n'ont pas de badge. Je suis le seul dans ce cas. Les dirigeants du groupe allemand Vorwerk, qui fabrique le Thermomix, sont tous là. La société-mère génère 1,6 milliard d'euros de revenus en 2025. Leur modèle phare, le TM7, coûtant tout de même 1600 euros, j'interroge l'un d'entre eux pour savoir si les salariés bénéficient d'une réduction à l'achat. Il me répond d'un sourire et d'un malicieux:

**On nous équipe de casques stéthoscopiques pour l'écoute des échanges entre le Président et les ouvriers. C'est "Radio PR". Toute la délégation est alors prise d'un intérêt total et exclusif pour la star du jour, le Thermomix TM7.**

«*Yes. A small one.*» [“oui, une petite”, ndlr] J'attends encore une heure jusqu'à ce que soit prononcé l'inévitable «ça arrive».

Le «ça» veut dire Emmanuel Macron. Sur le parking, je fais désormais face à l'accueil républicain, soit une douzaine de notables locaux. Le cortège et le véhicule du président de la République se garent. Enfin, je le vois de près. Celui qu'on appelle le PR, est en costume bleu, je note que les revers de veste pourraient être plus larges. Immédiatement je saisis la densité, certainement tirée des attributions immatérielles et matérielles de la fonction qu'il occupe depuis neuf ans. Voilà un homme qui peut appuyer sur le bouton nucléaire. Ce n'est pas rien. Il salue les officiels et les libère de la chaleur brûlante. Je vais à sa rencontre, concentré et calme, tendant la main, stoppant la procession et son meneur.

«- Bonjour M. le Président.

- Bonjour.

- Je m'appelle Mokhtar Amoudi. C'est moi l'écrivain qui vous suit aujourd'hui.

- Ah.

- Comment vont nos alliés indonésiens ?

- Très bien. Tout semble possible là-bas.

- Comme ici ?

- Absolument.»

J'ai l'impression d'avoir passé le test. L'usine s'ouvre, je n'en avais jamais vue. Elle est comme neuve. Des journalistes radio, télé, presse locale et nationale, avec carnets, perches et micros sont là pour suivre la visite.

On nous équipe de casques stéthoscopiques pour l'écoute des échanges entre le Président et les ouvriers qui sont captés par un micro. C'est «Radio PR». Toute la délégation est alors prise d'un intérêt total et exclusif pour la star du jour, le Thermomix TM7 dont les étapes de fabrication seront patiemment expliquées par les salariés. On se déplace au fur et à mesure des postes de production. Je m'écarte souvent pour observer les salariés, femmes et hommes, dont le principal trait



semble être la mesure, ce qui ne veut pas dire l'effacement. Ils représentent le creuset français dans sa quasi-intégralité. Le Président écoute et demande systématiquement les circonstances de leur recrutement. Au bout de la quatrième réponse similaire, il conclut: «*C'est donc l'intérim qui permet le CDI.*» D'autres ont une histoire singulière. «*C'est l'amour qui m'a fait déménager ici*» ou bien «*Je suis ancien militaire*». L'œil du Président s'allume brièvement. On tourne encore une bonne heure, j'interroge les salariés qui se disent contents de l'intérêt porté. La vie continue désormais. Mais en me rebranchant sur Radio PR, j'entends une femme dire: «*Je ne suis pas d'accord.*» Un débat courtois d'économie politique entre la courageuse et le Président s'engage. Chacun restera sur ses positions. Vient l'heure de la conférence. Dehors, sous un chapiteau, un Thermomix TM7 trône sur un pupitre. Deux cents personnes assises se lèvent pour applaudir l'arrivée d'Emmanuel Macron. La parole s'ouvre avec le direc-

**Emmanuel Macron à Châteaudun (Eure-et-Loir), dans une usine Thermomix, vendredi.**

PHOTO  
CAMPIONE  
GREGOIRE  
ABACA



teur général, fier d'avoir réinvesti dans ce site qui a déjà produit 2 millions de broyeurs, vantant les mérites de la France, donc du Président. Celui-ci écoute, assis. Ses souliers brillent d'un cirage glacé. Le Président prononce son discours, volontaire, combatif, statistiques favorables à l'appui. Florilège. «Des annonces d'investissement formidables seront annoncées lundi», «l'esprit de conquête encore et toujours», «si on peut marquer un but à la dernière minute».

En l'observant depuis ce matin, j'ai l'impression que les prolongations sont l'objectif. Les salariés réunis prennent la photo de groupe, le Président dit «ouistiti» et un buffet de qualité complète la flore locale. Du rosbif me regarde et le champagne me provoque. Une dizaine de tables hautes sont désormais occupées par différents panels de CSP. Il passe de l'un à l'autre pour expliquer sa politique économique. Les sujets sont différents, la conversation toujours sérieuse, peut-être trop comme avec ces lycéens de bac pro auxquels il dispense un cours improvisé de finance agricole.

Vient le tour des officiels avec lesquels s'engage un débat sur le modèle social. J'hésite à témoigner sur le RSA, je n'ai rien oublié, mais je m'abstiens. Je remarque alors une chute brutale du volume vocal, alors que le débit reste le même. Je n'entends plus rien. Mais aucune petite phrase ne sera prononcée, même en blague discrète.

C'est désormais la fin, des photos arrivent. Et mon tour aussi. Je pose ma première question : «Si les résultats en matière d'attractivité sont soulignés, même par vos contempteurs, d'autres agrégats économiques comme le déficit et l'inflation sont à noter.» Il me répond : «Commenter n'est pas mon alpha et mon oméga. Mais si même les déclinistes sont satisfaits, c'est tant mieux. Pour le reste, il faut stopper la guerre et effectivement nous n'avons pas tout bien fait.» Quant au modèle social, il me dit limpidement, comme s'il voulait que je l'écrive : «Si la France travaillait autant que les Pays-Bas, on n'aurait aucun problème de financement.» Je sens des mains me titiller, il faut que je le laisse,

l'Élysée déconcentrée doit rentrer à son siège. Le Président me dit : «On se voit à Versailles, c'est bien ça ?»

### Lundi 1<sup>er</sup> juin

Dernière conférence de presse en plein air et nouveau pupitre posé devant la façade arrière du château, sur le parterre d'Eau, ouvrant sur le parc Le Nôtre. Nous écoutons un *speech* en visio retransmis sur écran. Sophie Adenot, ultime laudatrice de l'attractivité de la France, défie les lois de l'attraction puisqu'elle nous appelle de l'espace, plus précisément de sa station orbitale. Je me répète, tout est vrai. Thomas Pesquet qui est rentré de l'ISS nous parle en présentiel. Le Président, le revers de veste est aujourd'hui plus large, lui succède et remercie les investisseurs qui lui ont promis 93 milliards d'euros.

Il prend une première question. Un homme se lève et s'annonce. «Jamie Dimon, JP Morgan Chase», la plus grande banque mondiale. C'est dire si le public a changé depuis vendredi; quatre cents personnes physiques du

vaste monde représentant des milliers de milliards de capital et de chiffres d'affaires des personnes morales qu'ils dirigent et possèdent. Parfois les deux en même temps.

Je suis épuisé. Depuis ce matin, j'ai assisté à l'exercice de l'Etat au plus haut niveau, en faisant face à tant de gens supérieurement aptes à contrôler les destins. Une table ronde internationale sur l'IA m'a soufflé par sa densité. J'ai vu le Président répondre, conseiller, lever des fonds. C'est un métier. Et ce n'est pas à la portée de tous. J'ai aussi vu et entendu ce que peu verront ou entendront. On n'en sort pas indemne. D'ailleurs, je me sens moins bien, en quasi-catabase, avec le sentiment qu'il va falloir être fin pour restituer tout ça. Tout est politique. Les équipes, toujours courtoises et enthousiastes, du Président me l'ont confirmé durant ces deux jours où j'aurai beaucoup recueilli leurs doléances, surtout celles concernant le traitement médiatique d'un «succès incontestable». Ce fameux pessimisme que leur chef n'a cessé de vilipender, le

mot n'est pas de trop. Mais moi, je ne suis que moi, c'est-à-dire pas Las Cases, le mémorialiste de Napoléon. J'annonce donc ma démarche, celle de Beaumarchais : «Je ne blâme ni ne loue, je raconte.» Allons-y donc pour la politique. Une chose m'a frappé. Presque rien de ce que j'ai pu lire ou voir depuis 2012 concernant Emmanuel Macron ne m'a préparé à ce que j'ai éprouvé depuis deux jours. Exemple : une photo est prise avec une femme par le ministre de l'Economie, qui lâche sans ironie : «Il faudra l'envoyer à Edouard Philippe.» Je pense que la femme a dû travailler pour ce dernier. J'attendais une mimique, un silence. Non. Emmanuel Macron dit simplement et sérieusement «oui».

Dans la galerie des Glaces, c'est désormais le dîner. Je n'ai pas le temps d'être ébloui par ce château que je connais trop bien. J'observe les hauts fonctionnaires, les patrons du CAC 40, les dirigeants étrangers, dont l'un me dira «S'il faut revenir en 2027, nous reviendrons, peu importe le gouvernement. France is a big market [“la France est un grand marché”].» Il me questionne et je lui réponds, en anglais.

«En tant que Français, d'origine algérienne, arabo-musulmane, je ne suis pas dans l'attente enthousiaste de cette élection.»

A table, c'est service à la française, on se sert nous-mêmes les asperges sans homard, puis le blanc de poularde de Bresse aux petits légumes. Le poulet ressemble à une endive. Mais c'est bon et je goûte les vins en sympathisant avec ma voisine de table, l'ancienne ministre du Numérique Clara Chappaz.

Il est presque minuit, je laisse le Président sur une dernière question : «Si vous deviez choisir une entreprise internationale présente aujourd'hui, dans laquelle travailleriez-vous ?» Il est étonné mais répond à ma question. «Je suis trop âgé pour ça. Je créerais plutôt la mienne.» La France qu'il a choisie n'en a pas fini avec lui. ◀

Par  
**MOKHTAR  
AMOUDI**



Ecrivain, auteur des *Conditions idéales* (Gallimard, 2023), lauréat du prix Goncourt des détenus.

## IDÉES/



Lors d'une formation de gendarmes au recueil de la parole des enfants, à Rosny-sous-Bois en 2022. PHOTO CYRIL ZANNETTACCI. VU

# VSS : défendre l'état de droit, ce n'est pas tolérer un état de fait

**Lutter contre les violences sexistes et sexuelles exige d'améliorer la réponse policière, judiciaire et éducative, plaide l'ancien Premier ministre Bernard Cazeneuve, pour qui le respect de la présomption d'innocence n'équivaut pas à justifier l'«indifférence».**

L'intérêt général n'est pas la somme des passions, des indignations et des émotions. Il ne consiste pas à gouverner au gré des emballements. Mais diriger un pays ne peut pas davantage se faire avec froideur, distance ou mépris devant la souffrance de celles et ceux qui ont été atteints dans leur dignité. Face aux crimes et aux violences sexuelles commis contre les femmes, il ne peut y avoir ni lassitude, ni indifférence, ni réflexe de protection corporatiste. En tant qu'avocat, je considère que la justice doit faire son travail, dans le respect complet et

absolu de la présomption d'innocence. Mais la société, elle aussi, a un devoir : entendre ce que disent les victimes, comprendre les mécanismes d'emprise, de domination, de silence et de peur qui rendent si difficile la libération de leur parole. Comme ministre de l'Intérieur, j'ai eu à connaître de faits de cette nature, y compris concernant des membres des forces de l'ordre dans l'exercice de leurs fonctions. Je sais donc que défendre l'état de droit, ce n'est pas tolérer un état de fait.

## RAPPORTS DE POUVOIR

Les violences sexuelles ne sont jamais de simples faits divers. Elles révèlent trop souvent des rapports de pouvoir, des vulnérabilités exploitées, des silences entretenus et des protections implicites. Près de dix ans après le mouvement MeToo, nous savons davantage ce que les victimes endurent avant même de pouvoir parler. Nous savons combien la gêne change de camp lentement. Nous savons aussi que la parole est souvent empêchée par la peur de ne pas être crue, de perdre son emploi, sa réputation ou sa place dans un groupe.

Les travaux parlementaires conduits ces dernières années ont permis de mieux comprendre ces mécanismes. Ils ont montré que les violences prospèrent particulièrement dans les environnements où la précarité, la dépendance ou la notoriété créent des rapports de force déséquilibrés. L'autorité n'est pas seulement hiérarchique. Elle peut être symbolique, sociale, économique ou culturelle. Elle peut naître du prestige, de la célébrité, de l'influence ou de la capacité à ouvrir ou à fermer des portes. Lorsqu'une personne dispose

Par  
**BERNARD CAZENEUVE**



Ancien Premier ministre, président du parti La Convention

d'une telle position, la liberté de celles et ceux qui dépendent d'elle peut être profondément altérée. C'est cette réalité qu'il faut regarder en face si nous voulons comprendre pourquoi certaines victimes mettent parfois des années avant de parler. Pour autant, une République qui protège n'est pas une République qui condamne avant la justice. Elle ne confond pas accusation et culpabilité. Elle ne transforme pas les réseaux sociaux en tribunaux. Elle ne considère pas que l'émotion dispense de la preuve. La présomption d'innocence demeure un principe fondamental de notre démocratie parce qu'elle protège chacun contre l'arbitraire. Mais ce principe ne doit pas être détourné de son sens. La présomption d'innocence n'est pas l'indifférence aux faits allégués. Elle n'est pas davantage un argument permettant d'exiger que tout continue exactement comme avant lorsqu'une affaire éclate. Elle garantit qu'une personne ne peut être déclarée coupable avant d'avoir été jugée. Elle n'interdit ni le débat public, ni l'écoute des victimes, ni l'examen sérieux des faits rapportés. Notre société est confrontée à une tension nouvelle. D'un côté, les victimes attendent légitimement d'être entendues et reconnues. De l'autre, notre Etat de droit impose des garanties essentielles. La réponse ne peut être ni dans le déni ni dans le lynchage. Elle doit être dans une justice plus rapide, mieux formée, mieux dotée et plus accessible.

## LOIN DES POSTURES

Protéger les vies est le premier devoir de l'Etat. Protéger les femmes qui demeurent très largement les premières victimes. Protéger celles qui, parce qu'elles sont plus jeunes, plus isolées, moins connues ou moins puissantes, disposent de moins de moyens pour se défendre. Cela suppose une action résolue en matière de prévention, d'éducation, de formation des professionnels, d'accompagnement des victimes et d'efficacité des enquêtes. Cela suppose aussi de poursuivre le travail engagé sur l'allongement des délais de prescription, sur les conditions de recueil de la parole des victimes et sur l'organisation de la réponse policière et judiciaire. Ces interrogations sont légitimes. Elles doivent être examinées avec sérieux, loin des simplifications et des postures. Comme l'a rappelé récemment le neuropsychiatre Boris Cyrulnik, la lutte contre les violences sexuelles concerne également l'éducation des garçons, l'apprentissage du respect, du consentement et de l'égalité. Elle engage la société tout entière. Une République digne de ce nom n'abandonne ni les victimes ni les principes. Elle refuse à la fois la loi du silence et celle du soupçon généralisé. L'élection présidentielle sera l'occasion de présenter au pays une approche renouvelée de la lutte contre ces violences que nos concitoyennes et nos concitoyens n'acceptent plus. Car la protection de la dignité humaine n'est pas un sujet parmi d'autres. Elle est l'une des conditions mêmes de la confiance dans la République et son autorité. ◆



## CHRONIQUE

Par  
**TANIA DE MONTAIGNE** Ecrivaine

# Abrogation du Code noir: mes ancêtres ne sont plus des «meubles»

**Le 28 mai, l'ensemble de textes qui faisait d'une partie de l'humanité des objets a été abrogé. Cette histoire n'est pas celle des noirs, c'est l'histoire de France. Et nous avons les deux pieds dedans.**

Il y a quelques jours, un député français, noir, antillais, pleurait à la tribune de l'Assemblée nationale alors qu'on proclamait à l'unanimité l'abrogation du Code noir promulgué par Louis XIV en 1685 et élaboré par son ministre Jean-Baptiste Colbert. Les dates s'entrechoquent et le temps se comprime: 2026, 1848, 1685, on enjambe les siècles et le passé devient présent. Le 28 mai 2026, cent soixante dix-huit ans après l'abolition définitive de l'esclavage (que nous aurons eu la particularité d'avoir aboli deux fois, Napoléon oblige!), était donc abrogé le Code noir, cet ensemble de textes juridiques qui mettait au ban une partie de l'humanité, la réinventant en objet.

Article 44: «Déclarons les esclaves être meubles et comme tels entrer dans la communauté, n'avoir point de suite par hypothèque, se partager également entre les cohéritiers, sans préciput et droit d'aînesse, n'être sujets au douaire coutumier, au retrait féodal et lignager, aux droits féodaux et seigneuriaux, aux formalités des décrets, ni au retranchement des quatre quints, en cas de disposition à cause de mort et testamentaire.»

**Machines.** Mes arrière-arrière-arrière-grands-parents étaient des «meubles» et les «meubles» n'ont pas de nom, pas d'histoire, ils ont des bras, des jambes, des sexes, ils sont des machines à travailler, à reproduire, à crever, lentement si possible. Des machines dont on hérite, qu'on se partage. Et quand elles sont cassées, on les jette pour en prendre d'autres. Les «meubles» ne s'appartiennent pas et leurs enfants ne sont pas les leurs. D'ailleurs, les enfants de «meubles» ne sont pas des enfants, ce sont des machines en devenir, d'autres bras, d'autres jambes, d'autres sexes.

Article 12: «Les enfants qui naîtront des mariages entre esclaves seront esclaves et appartiendront

aux maîtres des femmes esclaves et non à ceux de leurs maris, si le mari et la femme ont des maîtres différents.»

Les «meubles» ne s'appartiennent pas, ils ont des «maîtres» et ces «maîtres» ont tout pouvoir, vie et mort, viol et meurtre, mutilation, torture. Ainsi va la vie du «meuble», ainsi va la vie du «maître».

Article 38: «L'esclave fugitif qui aura été en fuite pendant un mois, à compter du jour que son maître l'aura dénoncé en justice, aura les oreilles coupées et sera marqué d'une fleur de lys sur une épaule; s'il récidive un autre mois pareillement du jour de la dénonciation, il aura le jarret coupé, et il sera marqué d'une fleur de lys sur l'autre épaule; et, la troisième fois, il sera puni de mort.»

C'est logique, c'est carré, c'est écrit noir sur blanc depuis le XVII<sup>e</sup> siècle. Ça peut sembler être de l'histoire ancienne, dépassée, inutile mais il se trouve que c'est la nôtre, pas celle des noirs, pas celle des Antilles, non, c'est l'histoire de France, celle qui nous a forgés, celle qui nous sculpte. Nous avons

**Cette histoire, notre langue même est dedans, nos mots, nos silences, nos heurts, notre racisme, nos colères sont dedans.**

les deux pieds dedans, les deux mains dedans, notre bouche est dedans, notre langue même est dedans, nos mots, nos silences, nos heurts, notre racisme, nos colères sont dedans.

**Humanité.** Ça n'est pas une histoire particulière, pas une histoire au singulier, non, c'est une histoire plurielle, l'histoire de tout le monde, nous l'avons en partage. Profondément et résolument universelle puisqu'elle plonge au cœur de l'humanité, dans ce qu'elle a de plus éminemment et terriblement humain. D'ailleurs, si

on mentionne souvent l'article 44, il convient de se souvenir de l'article qui ouvre le Code noir, le premier donc, celui qui donne le ton. On y lit à quel point aucune histoire n'est jamais particulière, tout est toujours dans tout. On y lit pourquoi il faut toujours se voir en l'autre, sous peine de se tromper de combat. Pas de racisme sans antisémitisme et pas d'antisémitisme sans racisme.

Article 1<sup>er</sup>: «Voulons que l'édit du feu Roi de Glorieuse Mémoire, notre très honoré seigneur et père, du 23 avril 1615, soit exécuté dans nos îles; ce faisant, enjoignons à tous nos officiers de chasser de nos dites îles tous les juifs qui y ont établi leur résidence, auxquels, comme aux ennemis déclarés du nom chrétien, nous commandons d'en sortir dans trois mois à compter du jour de la publication des présentes, à peine de confiscation de corps et de biens.»

«Quand vous entendez dire du mal des juifs, dressez l'oreille, on parle de vous», écrit Frantz Fanon, nécessaire rappel. Tout est dans tout. ◀

**SIGNÉ COCO**



## LIVRES/

On se demande comment les Grecs anciens «voyaient» la Méditerranée ou la mer Egée – eux qui, selon Nietzsche (*Aurore*, 426), étaient «aveugles au bleu». Ils ne donnaient en effet de détermination fixe qu'au blanc (*leukós*) et au noir (*mélas*) et indexaient les couleurs à la manière dont les quatre éléments (air, eau, feu, terre) s'enveloppent soit d'ombre soit de lumière, de sorte que, plutôt que bruns, verts ou jaunes, ils étaient perçus comme clairs, lumineux, limpides, étincelants, phosphorescents, translucides, chauds, ou bien froids, mats, opaques, ténébreux, crépusculaires, bistres, nébuleux, plombés... Pas de «flots bleus» donc, mais une «mer blanche» ou au contraire une «mer vineuse», chez Homère par exemple (le «bleu» manque aussi dans le Coran, la Bible, les Vedas indiennes, les textes chinois anciens...). L'éloignement temporel, l'évolution biologique et historique ont certes «modifié nos yeux», mais, en réalité, la façon dont on «voit» et conçoit les couleurs a toujours intrigué, parce que «relative» justement ou changeante, selon les différences de culture (touchant la valeur symbolique qu'on leur accorde) et surtout, pour ce qui est de la perception elle-même, selon la physiologie, la constitution de l'appareil optique, les bâtonnets et cônes photorécepteurs qui recouvrent la rétine de l'œil. Cette orange est-elle de la couleur qui apparaît à un être humain – auquel les cônes S (sensibles à la longueur d'onde courte de la lumière bleue), M (verte) et L (rouge) autorisent une vision trichromatique – ou bien de celle que perçoivent insectes et oiseaux, dont la vision tétrachromatique ajoute aux trois couleurs primaires l'ultraviolet?

## EXPÉRIENCE SENSORIELLE

S'il y a assurément une grande variété de rapports entre matière, rayonnement, longueur d'onde et appareil optique, est-ce qu'existe quelque chose qui serait *la couleur en-soi*? Et à quelle discipline il revient en propre de l'étudier? A la physique, l'optique, la physiologie, la neurologie, la chimie des pigments, la psychologie, la colorimétrie, la symbolique et l'histoire culturelle – où dominent les travaux de Michel Pastoureau –, la sémiotique, la philosophie? La question a toujours torturé la philosophie, et l'a forcée à parcourir toutes les pistes possibles, aux noms parfois barbares (réalisme, primitivisme, physicalisme, fictionalisme, dispositionnalisme, éliminativisme...) pour voir si la couleur est une propriété inhérente aux choses, un phénomène relationnel (objet, rayonnement, œil, cerveau), une disposition ou une capacité de certains objets à produire une expérience sensorielle spécifique, une «illusion», une «chose mentale», une construction de l'esprit, etc. Philosophe, directeur de recherches honoraire au CNRS, spécialiste internationalement reconnu de la théorie des couleurs, Georges Roque connaît toutes ces conceptions et sait aussi qu'aucune n'est unanimement validée. Mais, dans *Penser la couleur*, il déplace le problème philosophique, et ajoute une difficulté supplémentaire, en passant de la «couleur des choses» aux couleurs composées (pigments naturels ou synthétiques, huile de lin, résines, colle animale...) et étalées sur toile, en confiant

# «Penser la couleur», voyage dans l'arc-en-siècles

Fruit de vingt ans de recherches, l'ouvrage du philosophe et historien de l'art Georges Roque retrace, grâce à une nouvelle approche méthodologique, l'évolution de la notion de «couleur» à travers les époques.

Par  
ROBERT MAGGIORI

autrement dit à l'histoire de l'art le soin de déchiffrer les arcanes chromatiques de la peinture.

A cet ouvrage, résultat de vingt ans de recherche, il est difficile d'ajouter quoi que ce soit, sauf à lui opposer d'autres ouvrages de même poids. Georges Roque propose là en effet une nouvelle méthodologie, très structurée, apte à rendre raison des significations et fonctions de la couleur, de la «syntaxe et du sens» qu'utilisent les artistes (de Poussin à Van Gogh, de Manet à Rothko). On y apprend d'abord, peut-être avec surprise, que la couleur n'a pas toujours été valorisée, loin de là. «Perçue et considérée comme une sensation», elle subit le même discrédit que les sens, trop «subjectifs» (café trop sucré pour l'un, amer pour l'autre), sujets aux erreurs et aux illusions. Qu'elle reproduise la teinte d'un objet ou traduise l'«impression» qu'elle produit dans l'âme, elle relève toujours du sensible, que depuis Platon on tient pour inapte à fonder une connaissance.

Longtemps, en outre, on a considéré qu'«élever la peinture au rang d'art à part entière»

exigeait qu'on la rapprochât de l'architecture ou de la géométrie, autrement qu'on y valorisât le dessin, que «nos pères écrivaient dessein», selon une «orthographe intelligente» disant clairement que «tout dessein est un projet de l'esprit» – ce que la peinture (au XVII<sup>e</sup> siècle) ne paraît pas être d'emblée. «Aussi le dessin et la perspective sont-ils restés longtemps les maîtres-mots de l'enseignement artistique dans les écoles d'art.» Certains auteurs ont même parlé de «chromophobie», qui a valu à la couleur d'être vilipendée, réduite au domaine du «superflu et du cosmétique», vide de sens, «parent pauvre de l'histoire de l'art». Roque s'oppose évidemment à toutes ces simplifications, et cite aussi, parmi les «obstacles» que la couleur a eus à surmonter, l'idée fort répandue que l'on peindrait *intuitivement* et que donc du choix de telle couleur par tel artiste «il n'y aurait rien à dire». Voilà qui supposerait qu'un artiste se fiant à l'intuition pût ne pas posséder déjà «tout un bagage de théories de la couleur». Or ce bagage existe bel et bien, que Roque nomme «système chromatique» et qui est justement l'objet de son étude.

Les premiers chapitres de *Penser la couleur* sont en effet consacrés «aux trois principaux systèmes chromatiques collectifs qui ont dominé la peinture occidentale depuis le XVII<sup>e</sup> siècle : les trois primaires du peintre, la couleur chaude et froide, les couleurs complémentaires». Ces systèmes hexachromatiques sont généraux, mais chaque artiste peut les «élaborer en son propre», si bien que Roque, analysant la signification et la fonction de la couleur, garde sur le métier à la fois «la peinture», et tel tableau particulier (de Poussin par exemple, ou de Rubens, Boucher, Chardin, Léger...).

## VÉHICULER UN SENS

La question de la fonction est ardue, dès lors qu'on renonce à simplement considérer que la couleur «se limiterait à favoriser la reconnaissance des objets représentés dans les toiles» ou n'aurait qu'un rôle décoratif ou d'«embellissement». Par comparaison, dans le monde animal elle a «une fonction de séduction, de camouflage, une fonction aposématique liée à la survie», et, dans le monde culturel en général,





■ **Hélice**, de Robert Delaunay.  
CHRISTIE'S. ARTOTHEK. LA COLLECTION  
■ **Autoportrait à l'oreille bandée**,  
de Vincent van Gogh.  
HERITAGE. BRIDGEMAN IMAGES



elle peut servir à classer, montrer, identifier, séparer, valoriser, reconnaître, hiérarchiser... Pour ce qui est de la peinture, Matisse appelait à «distinguer les couleurs descriptives des couleurs expressives». Mais que signifie «exprimer» et que s'agit-il d'exprimer? Sans doute les sensations que peuvent procurer un paysage, une nature morte, un visage, un étang ou un coucher de soleil. Si la couleur est expressive, si, tout en étant non-descriptive, elle exprime «quelque chose», ce quelque chose doit bien véhiculer un sens, une signification.

**Certains auteurs ont parlé de «chromophobie», qui a valu à la couleur d'être vilipendée, réduite au domaine du «superflu et du cosmétique».**

Comment en rendre raison? Pour répondre, Roque va adjoindre à l'approche méthodologique une analyse sémiotique, qui, s'appuyant sur les apports du linguiste danois Louis Hjelmslev, du Groupe  $\mu$  (Centre d'Études poétiques, Université de Liège) ou d'Algirdas Julien Greimas, se révèle certes assez technique mais permet de disposer d'outils plus précis pour penser la couleur. L'historien de l'art - on schématise - fait jouer entre elles les oppositions sur le plan de l'expression (grosso modo, le *signifiant*: feu vert/rouge) et les oppositions sur le plan du *contenu* (ou *signifié*: passage/arrêt), puis en fixe les corrélations. Il montre que les systèmes chromatiques «relèvent d'une approche de ce type» (par exemple, à l'expression couleur primaire/couleur secondaire est associé le *contenu* central/fondamental ou périphérique/accessoire), tout comme la saturation, le «chaud» et le «froid» des teintes, leur mélange, leur complémentarité, leur «amitié» ou leur «inimitié» (rouge/vert), les pigments utilisés, etc., pour, à chaque fois, en fixer le contenu homologue (bonheur/tristesse, pureté/impureté, pro-

che/lointain, harmonie/dissonance...) - soit passer du signe/icône à l'émotion ou à la pensée. Qu'on se rassure: le plan théorique - qui s'enrichit d'un chapitre consacré à la «relation entre la partie iconique et plastique du signe visuel» - se relève moins abstrait dès qu'on a sous les yeux (l'ouvrage contient de nombreuses illustrations) *la Sainte famille* de Poussin, *Argenteuil* de Manet ou *l'Autoportrait à l'oreille bandée* de Van Gogh.

#### «TENSIONS PLASTIQUES»

Ayant privilégié la peinture figurative, Roque se demande enfin si, pour la peinture abstraite, il est légitime de parler d'un *contenu* auquel renverrait un signifiant chromatique. Pour répondre, il étudie à la fin de l'ouvrage *Ocres* (ocre, rouge sur rouge) de Mark Rothko - une toile qui montre à première vue «un grand rectangle ocre» (donnant l'«impression d'être un jaune ou un orange désaturé, ce qui lui enlève une partie de sa luminosité») sur un fond rouge. L'historien d'art y fait apparaître ce qu'il nomme des «tensions plastiques», qui produisent autant de «tensions sémantiques»,

et autorisent aussi bien une lecture «euphorique» (l'«opposition entre les deux rectangles semble se résoudre dans un équilibre qui est source de plaisir visuel: l'absence totale d'anecdote et de distraction permet à l'œil de se reposer et d'apprécier ces deux plages de couleur») qu'une lecture «dysphorique» (l'«ocre qui «résiste» à notre volonté d'y voir une couleur type», et la difficulté de «voir clairement la forme se détacher du fond»). Dans la toile du peintre américain, il y aurait quelque chose d'«impossible» et de toujours recherché pourtant: la coexistence du plaisir, sensation euphorique qui aurait tendance à se suffire elle-même, et d'un contenu rationnel, d'un sens, d'un «ordre tragique» qui annihilerait le plaisir. Mais n'est-ce pas dans l'«ajustement de la tension entre plaisir et peine», comme Rothko l'écrivait lui-même, que se fait l'«expérience de la beauté»? Sans laquelle l'art n'est que technique. ◆

**GEORGES ROQUE**  
**PENSER LA COULEUR**  
Gallimard, «Art et artistes»,  
360 pp., 27 € (ebook: 18,99 €).



**Libé week-end** Chaque semaine, retrouvez huit pages consacrées à l'actualité littéraire. Samedi, rencontre avec Siri Hustvedt autour de son récit *Ghost Stories* (traduit de l'anglais par Frédéric Joly, chez Gallimard), écrit à la suite de la disparition de son mari Paul Auster, à la fois confession, témoignage et hommage. PHOTO GALLIMARD

# LIVRES/



A l'hospice des Incurables d'Ivry, aujourd'hui l'hôpital Charles-Foix, vers 1900. PHOTO ADOC

## «Dernières Folies», les vieillards et la manière

**Dans une enquête fouillée, Marie Derrien et Mathilde Rossigneux-Méheust décrivent la manière dont notre société a envisagé, aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, la perte des capacités mentales liée à l'âge. Si les mots évoluent, des questionnements perdurent.**

Il y a gros à parier que, parmi celles et ceux qui liront cet article, une immense majorité a été confrontée, d'une façon ou d'une autre, à la maladie neurodégénérative d'un proche, souvent âgé. Pour ne parler que d'elle, la maladie d'Alzheimer, inconnue en tant que telle il y a un demi-siècle, est devenue un sujet de société, pour lequel on a multiplié les «plans» depuis 2001. Ce type de pathologies inquiète d'autant plus que la durée de la vie n'a cessé de s'allonger et que la place de personnes âgées dans la société française est de plus en plus grande. Si vous avez eu la chance d'échapper à cette

expérience, vous vous souviendrez peut-être de «l'affaire Bettencourt». En 2011, l'état de santé de la troisième fortune de France, Liliane Bettencourt, avait été soumis à l'évaluation d'un groupe d'experts. C'est sur la base de leur certificat médical concluant à des «*facultés cognitives [...] nettement altérées par une maladie d'origine cérébrale*» qu'un juge a placé cette femme de 88 ans sous la tutelle de sa fille et de ses petits-enfants, dans le cadre d'un drame familial et d'un scandale politico-financier qui ont fait la une des journaux pendant plusieurs années.

**«Décrépitude».** Bref, croiser la question de la vieillesse et celle de la santé est une préoccupation majeure en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle. Était-ce le cas dans les deux siècles précédents ? Au XIX<sup>e</sup> siècle, il existait certes des «*hospices de vieux*» et des «*asiles de fous*», mais il s'agissait justement de deux institutions séparées. Comme l'écrivent Marie Derrien et Mathilde Rossigneux-Méheust, «*à l'intersection de ces deux catégories il n'y a pas*

*de prise en charge spécifique pour les "vieux fous" avant les années 1980*».

Est-ce à dire qu'on n'y pense pas ? Si. Dès 1838, le célèbre aliéniste Jean-Etienne Dominique Esquirol expliquait le processus à l'œuvre : «*L'homme, insensiblement poussé vers la vieillesse, perd sa sensibilité avec le libre exercice des facultés de l'entendement, avant d'arriver au dernier degré de la décrépitude. La démence sénile s'établit progressivement. Elle commence par l'affaiblissement de la mémoire, particulièrement de la mémoire*

*des impressions récentes. Les sensations sont faibles; l'attention, d'abord fatigante, devient impossible; la volonté, incertaine, est sans impulsion, les mouvements sont lents et impossibles.*»

Dans les décennies qui suivent, la presse se fait l'écho d'expériences alors bien connues des familles et de la police : des vieillards sont en fuite, incapables de retrouver leurs domiciles et, parfois, de s'identifier. D'autres, «*séniles*», se font bernier par des escrocs – parfois leurs familles elles-mêmes – qui leur arrachent leurs économies ou réécrivent leurs testaments. Certains commettent des crimes, à l'image du père du chanteur de music-hall Harry Fragson, qui assassine son fils en 1913 : âgé de 83 ans, il aurait agi «*dans un accès de démence sénile*».

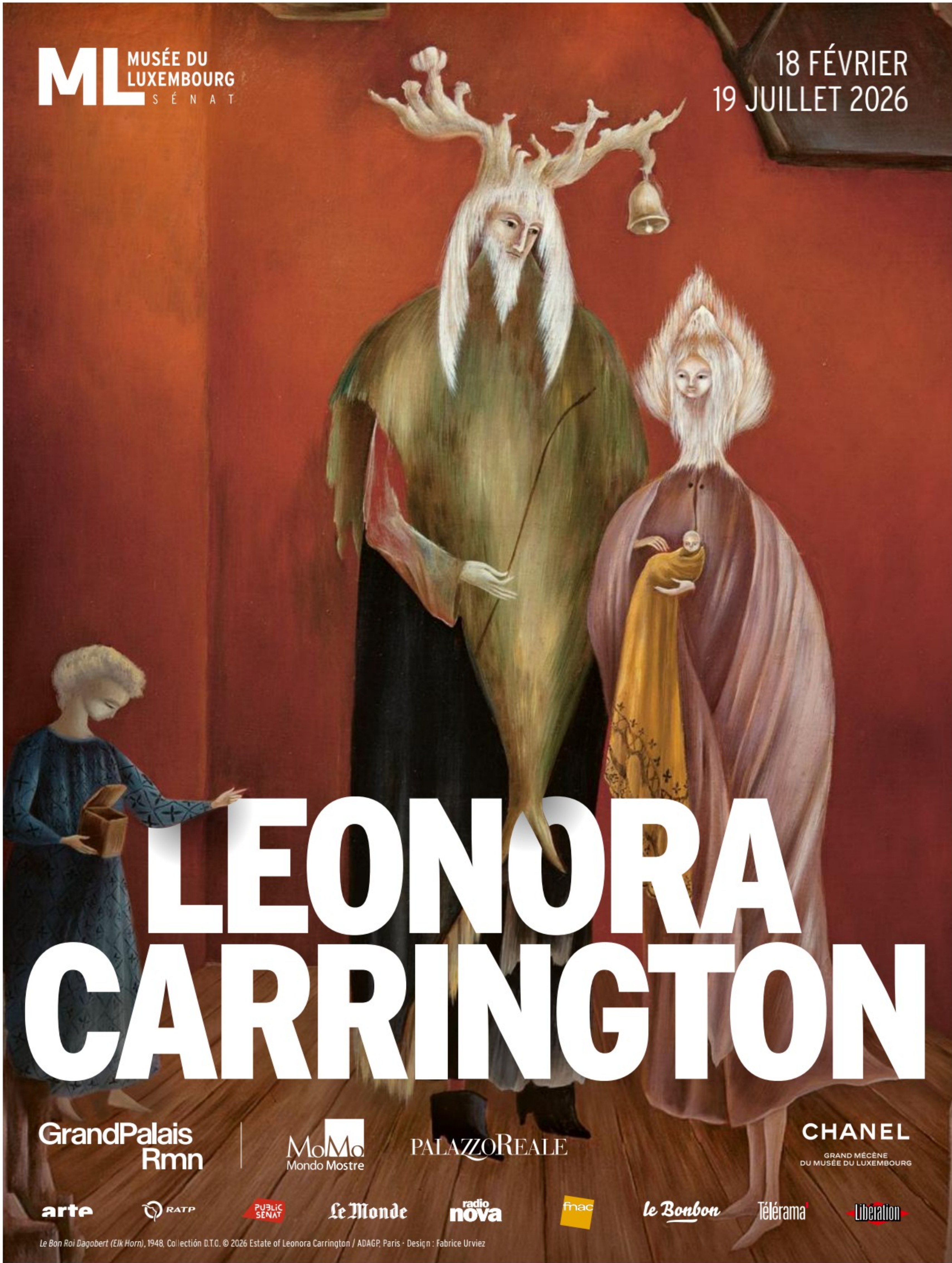
Il y a donc bien une histoire longue des «*dernières folies*». Une histoire pas simple à écrire, tant il n'est pas évident de «*documenter le passé d'un objet longtemps mal identifié*» (et que «*la notion de vieillesse tout comme celle de trouble sont éminemment relatives*»). C'est pourtant le défi que se sont lancés Marie Derrien et Mathilde Rossigneux-Méheust, mobilisant pour cela une masse impressionnante de documents originaux : archives de nombreux hôpitaux psychiatriques et de maisons de retraite, rapports d'experts envisageant les politiques publiques de prise en charge de la maladie mentale ou de la vieillesse, journaux, littérature psychiatrique.

**Silence.** De leur enquête, on retiendra évidemment tout ce qui a changé en deux siècles : les mots par lesquels on a désigné ces phénomènes, l'évolution du regard psychiatrique et des traitements thérapeutiques (ah ! les électrochocs des années 1940...), les débats concernant les institutions. Mais par-delà les vicissitudes de l'histoire, un fait frappe, à la lumière des nombreux cas analysés : la permanence des questionnements sur les «*vieux fous*». Depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, on ne cesse au fond de se poser les mêmes questions. Pourquoi sont-ils si nombreux (on le disait déjà à la fin du XIX<sup>e</sup>) ? Qui doit s'occuper de celles et ceux qui ne guérissent pas, mais nécessitent une attention quotidienne (ce sera notamment le rôle de ceux qu'on appellera un jour les «*aidants*») ? Comment imaginer des alternatives à l'hôpital et à l'hospice (les suggestions actuelles sont moins neuves qu'on pourrait le croire) ? Fait plus remarquable encore, certaines questions sont continuellement passées sous silence : comment ne pas réduire les affections mentales de la vieillesse à la démence ? Devant les tribunaux, la vieillesse peut-elle susciter une matière de droit spécifique ? Une fascinante plongée dans l'histoire, si politique, de nos angoisses face à la vieillesse et à la folie.

SYLVAIN VENAYRE

**Les autrices ont mobilisé une masse impressionnante de documents originaux : archives d'hôpitaux psychiatriques, rapports d'experts, journaux...**

**MARIE DERRIEN et MATHILDE ROSSIGNEUX-MÉHEUST**  
DERNIÈRES FOLIES. VIEILLESSE ET SANTÉ MENTALE (XIX-XX SIÈCLE)  
Le Seuil, «L'univers historique», 312 pp., 23 € (ebook : 16,90 €).



# LEONORA CARRINGTON

GrandPalais  
Rmn

MoMo  
Mondo Mostre

PALAZZOREALE

CHANEL

GRAND MÉCÈNE  
DU MUSÉE DU LUXEMBOURG

arte

RATP

PUBLIC  
SENAT

Le Monde

radio  
nova

fnac

le Bonbon

Télérama

Libération

# LIVRES/

**Festival** Pour sa 5<sup>e</sup> édition, le festival VOX, consacré au livre audio et à la lecture à voix haute, explore «l'art de la désobéissance». Lectures immersives, concert, atelier d'écriture... Ce jeudi de 19 h à 22 h 30 à la Maison de la poésie (157 rue Saint-Martin, 75 003). festivalvox.com

*Héloïse embrassant la vie monastique, de Jean-Antoine Laurent. PHOTO AKG*

## «Les Clefs du cloître», entre refuge et réclusion

L'historienne Aude Loriaud redonne voix aux femmes entrées au couvent, et brise au passage certaines idées reçues.

**L'**intitulé de cet ouvrage ne surprendra pas, tant le bruit des clés dans les serrures des grilles et des cellules, propices à l'isolement, participe de l'environnement sonore des couvents où le silence domine. A contrario, son sous-titre, qui associe enfermement et liberté, perturbe l'imaginaire collectif; aussi Aude Loriaud précise que la relecture du monachisme féminin par cette grille à la double entrée - oppression / émancipation - ne relève pas «d'un parti pris militant non représentatif d'une réalité historique plurielle et complexe», mais est imposée par les multiples

sources mobilisées pour sa thèse, dont est tiré ce livre, remarquable travail universitaire et passionnante vulgarisation. Révélateurs de l'état d'esprit des religieuses: les dossiers relatifs aux plaintes pour prise de voile imposée ou ceux qui en appellent au respect d'une vocation par des parents qui s'y opposent.

**Rebelles.** La question de la clôture est centrale dans l'argumentaire des unes et des autres: défendue comme condition nécessaire pour être au plus près de Dieu, cette «mort au monde» est rejetée par les religieuses à la «vocation contrainte» par la famille. Il s'agit pour celle-ci de préserver un patrimoine en ne le divisant pas, d'avantager un héritier, d'économiser le coût d'une dote élevée en s'acquittant de l'aumône dotale plus légère, d'empêcher un

mariage qu'elle désapprouve, de mettre au pas une fille, en un mot, d'imposer les règles patriarcales. Pour éloigner et punir les marginales, les rebelles et les épouses adultères, le couvent fait office de prison et les religieuses d'instruments de l'ordre, y compris chrétien. Après la révocation de l'édit de Nantes en 1685, des protestantes, arrachées aux leurs, sont placées au couvent afin d'abjurer leur foi, voire d'épouser alors un catholique. Cette dimension genrée et misogyne est aveuglante dans l'histoire de la claustration, du XIII<sup>e</sup> siècle à la fin de l'Ancien Régime: le développement de la clôture stricte, à partir du concile de Trente, aux décrets rédigés uniquement pas des hommes, ne concerne que les femmes, afin de les protéger du monde, de la religion réformée, et d'elles-mêmes,

puisque seules vierges et saintes échappent à la représentation négative du féminin. Pour autant, des religieuses résistèrent à cette décision, échafaudèrent des stratégies de contournement face à l'autorité du clergé, telles les abbesses hostiles aux empiètements de leurs supérieurs. A partir du XVII<sup>e</sup> siècle, la création des ordres de vie active, dédiés aux soins et

à l'éducation, modifie l'organisation des couvents et l'identité des religieuses. In fine, il leur offre plus d'agentivité et d'autonomie que celles dont disposent leurs congénères, corsetées par les devoirs d'épouse et de mère, soumises à la domination masculine, et pour certaines confrontées à la précarité ou à la misère. Cette forme d'émancipation a-t-elle motivé la décision des jeunes filles de prendre

le voile? On l'ignore, reste que d'aucunes préférèrent ce retrait à un mariage de convenance, si mal nommé pour elles. On ne peut alors parler de vocation.

**Conflit.** Du reste, l'historienne s'interroge sur le libre arbitre dans cet engagement, à une époque où la conception actuelle de la liberté est inopérante. Même interrogation chez des parents qui craignent que leur fille n'ait subi «des persuasions» par les religieuses en charge de leur instruction. Néanmoins, il est de véritables vocations, évoquées par des témoignages et des archives; elles confirment les convictions de postulantes, entrées en conflit avec leurs parents, prêtes à recourir à tous les moyens disponibles pour les faire céder. La Révolution s'attaquera à ces lieux de refuge comme d'enfermement.

**YANNICK RIPA**

**AUDE LORIAUD LES CLEFS DU CLOÎTRE. LES FEMMES ENTRE ENFERMEMENT ET LIBERTÉ** Armand Colin, 410 pp., 23,90 € (ebook 16,99 €).

## «Ordures!», un p'tit truck en plus

Dans son journal, Simon Paré-Poupart, «vidangeur» à mi-temps au Québec, ausculte notre société de consommation.

**A**uréolé de son succès au Québec (50 000 exemplaires vendus), en cours de traduction en anglais et ailleurs, ce petit livre débarque en France avec un sujet a priori peu ragoûtant. Ce journal d'un éboueur est en réalité une enquête ethnographique menée par un intellectuel fasciné par ce que la société de consommation rejette. L'auteur ramasse les ordures, à mi-temps seulement, sinon il n'aurait pas pu écrire ce livre. Car, après une journée marathon à courir derrière le truck, il n'y a plus ensuite que quelques heures de sommeil réparateur.

**Uniforme.** Quand on termine sa run de 25 km, on a le dos cassé, avant de recommencer ce parcours

épuisant. Cette société, écrit-il «c'est mille écuries d'Augias. Et son Hercule c'est le vidangeur (l'éboueur)». Le tout dans l'indifférence des producteurs de déchets (les habitants de Montréal) qui espèrent l'éboueur invisible comme ils espèrent que disparaissent les ordures. Une illusion évidemment! Sans oublier, le phénomène du climat rigoureux qui complique la collecte: neige et verglas l'hiver, canicule l'été. Le système français est souvent cité par Simon Paré-Poupart comme un modèle. Seuls les très vieux Parisiens se souviennent des «boueux» qui couraient derrière des camions gris et sales dans les années cinquante. Aujourd'hui, les éboueurs habillés d'un uniforme vert roulent les poubelles jusqu'à la mâchoire d'un camion tout aussi vert qui les avale sans que les hommes aient à les porter. Mais en France il y a aussi peu de contact humain qu'au Québec: on échange par exemple quelques mots avec le facteur ou le livreur qu'on remercie à l'occasion; tandis que



Dans les rues de Montréal, en 2025. A. ANTIPOV. GETTY

l'éboueur on ne le voit pas dans tous les sens du terme...

**Freeganisme.** Qui sont les vidangeurs au Québec? Des pauvres, des marginaux-déviantes, des complottistes anti-sociaux dit Simon Paré-Poupart, ce qui n'est pas le cas de notre ethnologue des ordures qui continue pour l'instant d'exercer ce métier

tant il y trouve de l'intérêt. «Je suis un glaneur», dit-il. Ce mode de vie se nomme le freeganisme: être freegane c'est vivre des rejets de la société de consommation. «C'est une posture philosophique, éthique, économique et politique; la seule qui me paraît conséquente après vingt ans à remplir les dépotoirs d'ordures.» En réalité, il a réellement trouvé de

l'or dans les «or-dures»: «les déchets des uns sont les trésors des autres». En Italie ce marché fait prospérer la mafia. Dans des pays comme la France ou l'Allemagne ce sont les multinationales qui gèrent ce marché, en général via le recyclage des eaux usées.

En outre - cet aspect passionne l'auteur -, il y a le problème du recyclage et des décharges. Nos ordures se retrouvent souvent à l'autre bout du monde: des montagnes de sacs de lait et de pots de yoghourt québécois s'élèvent en Asie où femmes et enfants freeganent dans des conditions d'hygiène plus que douteuses. «Longtemps l'ordure appartenait de plein droit au cycle de la vie. Aujourd'hui, elle le menace. Ce changement a un nom: le progrès.»

**GENEVÈVE DELAISI DE PARSEVAL**

**SIMON PARÉ-POUPART ORDURES! JOURNAL D'UN VIDANGEUR** Lux Editeur, 138 pp., 14 €.

## Annonces légales

legales-libe@teamedia.fr 01 87 39 84 00

Libération est officiellement habilité pour l'année 2025 pour la publication des annonces légales et judiciaires par arrêté de chaque préfet concerné dans les départements 75/93/94 pour le print. Et pour le digital 13/59/75/78/91/93/94. La tarification au caractère (espace inclus) des annonces judiciaires et légales est définie par l'arrêté du ministère de la Culture et la Communication du 22 décembre 2024. La tarification est la suivante pour les départements d'habilitation de LIBÉRATION : Constitution de sociétés civiles et commerciales : tarif forfaitaire : Société anonyme (SA) 395€ HT - Société par actions simplifiée (SAS) 197€ HT - Société par actions simplifiée unipersonnelle (SASU) 141 € HT - Société en nom collectif (SNC) 218 € HT - Société à responsabilité limitée (SARL) 147 € HT - Société à responsabilité limitée unipersonnelle (dite « entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée », EURL) 123€ HT. CLOTURE de sociétés civiles ou commerciales : 110 € HT. LES TARIFS annonces légales au caractère (espace inclus) Hors constitutions et nominations des liquidateurs, clôtures : 75/94/93 (0,237 € HT).

### 75 PARIS

### Avis divers

## SACD

#### AVIS DE CONVOCATION

**LA SOCIÉTÉ DES AUTEURS  
ET COMPOSITEURS DRAMATIQUES  
SOCIÉTÉ CIVILE  
À CAPITAL VARIABLE**  
SIÈGE SOCIAL : 11BIS RUE BALLU,  
75442 PARIS CEDEX 09  
RCS PARIS D 784 406 936  
- APE 9003 B

tiendra son assemblée générale annuelle

**LE JEUDI 25 JUIN 2026 À 14H30**

à la Maison des Auteurs, 7 rue Ballu à Paris (9ème), avec une vidéotransmission simultanée accessible sur l'espace personnel des associés, situé sur le site Internet [www.sacd.fr](http://www.sacd.fr).  
ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE :

A - Présentation des rapports :  
1- Rapport de transparence  
2- Présentation des comptes et des rapports du commissaire aux comptes  
3- Rapport de la Commission de surveillance

B - Communication éventuelle sur le rapport de la Commission de contrôle des Organismes de gestion des droits d'auteur et des droits voisins (CCOGDA)

C - Approbation, à la majorité relative des voix des votants, des 15 résolutions suivantes, à l'exception des résolutions n° 3 et 10 qui doivent être approuvées à la majorité des deux tiers des voix exprimées et des résolutions n° 11 et 12 qui doivent être approuvées à la majorité absolue des voix exprimées :

- 1- Approbation de l'affectation de l'excédent de gestion pour 2025
- 2- Approbation de l'affectation des produits financiers issus du placement des droits au cours de l'exercice 2025
- 3- Approbation de l'utilisation des sommes irrégulièrement issues de la gestion collective obligatoire ayant alimenté le budget de l'action culturelle au titre de l'exercice 2025
- 4- Approbation de l'utilisation en 2025 des sommes non répartissables prescrites issues de la gestion collective volontaire
- 5- Approbation de l'affectation en 2025 des prélèvements effectués sur les adaptations du domaine public
- 6- Approbation de l'affectation en 2025 des prélèvements effectués sur le domaine public
- 7- Approbation des comptes de l'exercice 2025, sous réserve de l'approbation de toutes les résolutions précédentes
- 8- Approbation du rapport de transparence de l'exercice 2025, comprenant l'attestation du Commissaire aux comptes le concernant
- 9- Approbation des conventions réglementées mises en œuvre dans le courant de l'exercice 2025 et du rapport du Commissaire aux comptes les concernant
- 10- Approbation du budget d'action culturelle pour 2026
- 11- Approbation de la radiation de certains associés en situation de non-activité depuis 10 ans (application de l'article 41-V des statuts)
- 12- Approbation de la radiation de certains associés dont l'adhésion à la SACD n'a pas été suivie d'une déclaration d'œuvre au répertoire de la Société dans le délai statutaire de 36 mois (application de l'article 41-V des statuts)
- 13- Approbation de la modification de la politique générale de déductions sur

## Immobilier

immo-libe@teamedia.fr  
01 87 39 82 89

### DIVERS

**Université américaine (EDUCO)**  
cherche familles  
Paris (1er au 20ème arrdt)  
pour hébergement rémunéré  
d'étudiants (1050€/mois)  
chambres individuelles  
petit déjeuner tous les jours  
3 repas par semaine  
Durée du séjour :  
septembre à décembre  
et/ou janvier à fin mai  
**Tél : 09.77.35.00.58**

## Répertoire

annonces@teamedia.fr  
01 87 39 82 89 / 01 87 39 82 95

### MUSIQUE

#### Disquaire achète au meilleur Prix

**DISQUES VINYLES  
33T - 45T - CD  
TOUS STYLES  
TOUTES QUANTITES**

Jazz - Pop - Rock  
Musique Classique  
Métal - Punk  
Soul - Funk - House  
World  
(Afrique, Antilles, Maghreb)  
Reggae - Hip Hop

#### Gros Stocks et Collections

Contactez-nous  
**07 69 90 54 24**

#### MATÉRIEL AUDIO

Platines - Hi-Fi -  
Amplis - Cellules - DJ  
Jeux Vidéo - Consoles

Déplacement en France  
avec respect  
des mesures sanitaires  
en vigueur.

Réponse très rapide  
**PAIEMENT CASH**

## ANTIQUAIRE EXPERT EN ARTS ASIATIQUES

### Achète comptant

porcelaines, statues,  
vases, bouddhas,  
mobilier, laques,  
paravents....

Décorations asiatiques :  
corail, jade....

**MAISON  
ALEXANDRA**  
**06 15 02 23 98**

Déplacement Paris et Province GRATUIT  
sous 48 heures

Bureau d'Adm. : 1 rue de Stockholm - Paris 8<sup>e</sup>

Siret 7995432200023

## Libération

[www.libération.fr](http://www.libération.fr)  
113, avenue de Choisy,  
75013 Paris  
tél. : 01 88 47 98 80  
contact@libération.fr

**Édité par la SARL  
Libération**  
SARL au capital  
de 23 243 662 €  
113, avenue de Choisy,  
75013 Paris  
RCS Paris : 382.028.199

**Principal actionnaire**  
Presse Indépendante SAS

**Cogérantes**  
Amandine Bascoul-Romeu,  
Sonia Delesalle-Stolper

**Directrice de la publication**  
Sonia Delesalle-Stolper

**Directrice de la rédaction**  
Sonia Delesalle-Stolper

**Directeur délégué  
de la rédaction**  
Paul Quinio

**Directrices adjointes  
de la rédaction**  
Stéphanie Aubert,  
Hamdam Mostafavi,  
Lauren Provost,  
Alexandra Schwartzbrod

**Directeur artistique**  
Nicolas Valoteau  
**Directeur photo**  
Lionel Charrier  
**Rédacteurs en chef**  
Michel Becquembois  
(spéciaux), Laure Bretton,  
Gilles Dhers (pilotes web),  
Christian Losson (enquête),  
Eve Roger (actu)  
**Rédacteurs en chef adjoints**  
Lilian Alemagna (politique),  
Anne-Laure Barret (santé-  
environnement-sciences),  
Lucas Biosca (actu),  
Cécile Daumas (L),  
Fabrice Drouzy  
(suppléments),  
Julie Coutellier (forums),  
Matthieu Ecoiffier (idées),  
Quentin Girard  
(modes de vie), Valérie  
Hacot (économie), Sylvain  
Mouillard (société), Luc  
Peillon (checknews),  
Didier Péron (culture),  
Frédérique Roussel (livres),  
Caroline Vigent (édition)

**ABONNEMENTS**  
Site : [abo.libération.fr](http://abo.libération.fr)  
[abonnement@libération.fr](mailto:abonnement@libération.fr)  
tarif abonnement 1 an  
France métropolitaine : 384€  
tél. : 01 55 56 71 40

**PUBLICITÉ  
Libé plus**  
113, avenue de Choisy,  
75013 Paris  
[publicite@liberation.fr](mailto:publicite@liberation.fr)

**PETITES ANNONCES  
& CARNET**  
10, bd de Grenelle  
75015 Paris  
tél. : 01 87 39 80 20  
[annonces@teamedia.fr](mailto:annonces@teamedia.fr)

**IMPRESSION**  
Midi Print (Gallargues),  
POP (La Courneuve),  
Nancy Print (Jarville),  
CILA (Héric)  
Imprimé en France

**ACPM**  
LE TRI  
+ FACILE

Membre de l'ACPM.  
CPPAP : 1130 C 80064.  
ISSN 0335-1793.  
**Origine du papier** : France  
**Taux de fibres recyclées** :  
100 % Papier détenteur de  
l'Eco-label européen  
N° FI/37/01

**Indicateur  
d'eutrophisation** :  
PTot 0.009 kg/t de papier  
La responsabilité du  
journal ne saurait être  
engagée en cas de non-  
restitution de documents.  
Pour joindre un journaliste  
par mail : initiale du  
prénom.nom@liberation.fr

### SUDOKU 5804 MOYEN

	1	2	9	4				
9	8				7	2		
2		4	5	7	1			
3	7	2		5	4		1	
			7	2	8			
6		8		3	2		7	
		7	6	3	9			
8	4		1			6	3	
	6	9	7	8		2		

### SUDOKU 5804 DIFFICILE

1			5	6				2
9	5			1				4
		8		2		3		
4	1							3
7	8	3				1	5	6
2								8
		6		3		5		
	4			9				3
3	9	8		1				4



Solutions des  
grilles précédentes

#### MOYEN

8	5	6	9	1	7	2	4	3
7	1	2	3	4	6	5	8	9
9	4	3	2	5	8	6	1	7
5	7	8	6	9	1	4	3	2
2	6	9	5	3	4	8	7	1
1	3	4	7	8	2	9	5	6
4	2	7	8	6	3	1	9	5
3	8	5	1	2	9	7	6	4
6	9	1	4	7	5	3	2	8

7	5	9	3	8	2	1	4	6
8	1	2	4	6	7	5	9	3
3	4	6	9	1	5	7	8	2
9	2	4	5	3	8	6	1	7
1	6	7	2	9	4	8	3	5
5	8	3	6	7	1	4	2	9
2	3	8	7	4	6	9	5	1
4	7	5	1	2	9	3	6	8
6	9	1	8	5	3	2	7	4

#### DIFFICILE

# Faites un don à Libé



► **Soutenez le travail exigeant  
de 220 journalistes engagés  
et indépendants**

► **Défendez la liberté de  
la presse et son rôle dans  
le débat démocratique**

► **Participez activement  
à la transformation de la presse  
à l'ère du numérique**



**Je souhaite  
faire un don par  
carte bancaire,  
chèque ou  
PayPal :**

[liberation.fr/don](http://liberation.fr/don)

#### L'association Presse et Pluralisme

vous permet d'effectuer un don à Libération  
et de bénéficier d'une **déduction d'impôt**  
égale à 66% du montant versé (dans la limite  
de 20% de votre revenu imposable).

Vous avez la possibilité d'effectuer un **don  
ponctuel ou mensuel** via un **paiement  
sécurisé** par carte bancaire, par chèque  
ou par PayPal.

Presse et Pluralisme émettra un reçu fiscal  
et vous l'enverra afin que vous puissiez  
bénéficier de la déduction d'impôt.

**Vous voulez passer  
une annonce dans  
Vous avez accès à internet ?**

## Libération

Découvrez notre site de prise d'annonce en ligne  
<http://petites-annonces.libération.fr>

# Il sort du cadre

**François Hommeril** Le président de la CFE-CGC, docteur en physique, ingénieur et ambianneur, s'apprête à quitter ses fonctions après trois mandats.



Ce portrait commence le 20 avril 2023. On prépare un article sur le retour au premier plan des syndicats. Supposément ringards, voilà qu'à huit, une intersyndicale au complet, ils soulèvent le plus important mouvement social des dernières décennies, contre la retraite à 64 ans. On fait la tournée des têtes d'affiche. Les plus médiatiques ne sont pas faciles à joindre. D'autres, au contraire, répondent presque toujours. C'est le cas de François Hommeril, le président de la CFE-CGC, surnommée le «syndicat des cadres».

Le 11 juin, il quittera ses fonctions au terme de trois mandats et dix ans de présidence, cédant très probablement la place à Christelle Thieffine, seule candidate à la succession.

Ce jour de printemps 2023, on est dans notre cuisine du Val-de-Marne, il est en Savoie, promenant Django, son bouvier des Flandres, dans les bois au-dessus de sa maison, sise dans la commune de La Bâthie. C'est là qu'il vit depuis 1998, année où le groupe Pechiney, qui était allé le recruter en 1989 lorsqu'il terminait ses études, l'a placé dans une usine spécialisée dans le corindon, un minéral abrasif. Ce déménagement au pied des montagnes, avec sa femme psychiatre et ses cinq enfants, l'ingénieur l'a d'abord subi puis embrassé. «Prépare-toi, tu vas

être muté», l'avait prévenu le directeur du site de production d'alumine de Gardanne (Bouches-du-Rhône), où il avait démarré sa carrière et dont il était délégué syndical, après un mouvement de grève auquel n'avaient participé que huit cadres. Au bout du fil, on entend les feuilles crisser sous ses pieds, sa respiration qui s'accélère sous l'effort. On veut parler du «retour des syndicats», mais lui pense qu'il faut commencer par déconstruire cette idée, interroger l'évidence selon laquelle ils auraient été affaiblis.

C'est que François Hommeril, en pur scientifique, géologue de formation, aime à déplier ses argumentaires de manière méthodique. Le voilà qui nous ramène au tournant libéral des années 80, aux années 90 marquées par la prise de pouvoir des actionnaires dont le profit doit être maximisé, son syndicat qui a perdu la moitié de ses adhérents jusqu'au début des années 2000, «une sorte de descente aux enfers» jusqu'à l'élection, en 1999, de Jean-Luc Cazettes à la présidence de l'organisation. C'était le premier congrès du jeune François Hommeril, 37 ans à l'époque, tout juste nommé coordinateur CFE-CGC chez Pechiney. En écoutant Cazettes, il a eu comme une révélation. «Vous lisez ses discours, vous vous dites "ce mec est un

révolutionnaire". Il avait tout compris à la financiarisation, les risques psychosociaux, la souffrance au travail... C'est peut-être à ce moment-là que m'apparaît l'idée que faire une carrière syndicale, c'est pas mal», considère rétrospectivement François Hommeril. Ainsi, tandis qu'il stagne dans son entreprise, il progresse dans le syndicat : il se retrouve chargé des questions internationales, président d'union départementale, conseiller prud'homal... jusqu'à la présidence de la confédération. Sa famille n'avait pourtant pas de culture syndicale. Né à Cherbourg de parents profs, il a grandi à Rouen dans un cadre «très peu politisé». A l'école, il se décrit comme un élève «turbulent» qui deviendra, adulte, un «ambianneur», capable de s'installer au piano pour entraîner toute une salle dans une soirée de chansons. On trouve une trace de ce talent sur le site de l'Ecole nationale supérieure de géologie de Nancy, dont il est diplômé (promo 86). En 2010, une brève signale sa nomination comme secrétaire national de la CFE-CGC en charge de la formation professionnelle : «A l'école, il a largement participé à l'animation extrascolaire (club de bridge, équipe de rugby, manifestations festives diverses).» La phrase suivante nous avertit tout de même : «C'est un spécialiste du broyage et de la production d'alumine par fusion.» Son homologue de la CFDT, Marylise Léon, une scientifique elle aussi, le décrit «très attaché à la qualité des relations humaines. La façon dont il se sent considéré, c'est très important». L'intéressé, qui a vu défilé pas mal de Premiers ministres et ministres du Travail, explique : «Le truc que je n'ai jamais accepté, ce sont les gens qui me disent : "François, c'est plus compliqué que ça..."»

*J'ai juste envie de leur dire : "Rien n'est compliqué pour moi. J'ai plus de diplômes que toi, plus de capacité à comprendre".»* On veut bien le croire, ce docteur en physique ayant soutenu en 1991 une thèse dont voici l'intitulé : «Etude théorique et expérimentale de la coadsorption sur surface homogène : cas du mélange (Kr, CH<sub>4</sub>) sur Graphite et MgO.»

Après les départs de Philippe Martinez et Laurent Berger en 2023, respectivement de la CGT et de la CFDT, François Hommeril s'est retrouvé le doyen des numéros 1 de l'intersyndicale. Depuis, «pour nous c'était un peu le boss, le paternel», relate Cyril Chabanier, le président de la CFTC. Un «boss» dont les positions n'étaient pas toujours faciles à suivre, précise Chabanier : «On a parfois l'impression que derrière lui, il y a plusieurs CFE-CGC.» «Je crois que je me débrouille pas si mal à faire l'unité», relativise Hommeril. La confédération compte en son sein quelques acteurs encombrants, tel le syndicat de police Alliance, marqué à l'extrême droite.

En novembre 2024, à 63 ans, François Hommeril a été licencié de son usine, embarqué dans une charrette qu'il sentait venir de longue date. Le moment a été «traumatisant». Il touchait alors 100 000 euros brut par an. Depuis, il pointe au chômage avec des indemnités plafonnées à 4 200 euros, et dégressives en raison d'une réforme macroniste que son syndicat a refusée. Pas encore prêt pour la retraite, cet apiculteur amateur pense pouvoir être encore utile, jouer les «go-between» entre directions et syndicats, tout en continuant de produire son propre miel. A la fin de notre échange téléphonique de 2023, après nous avoir régalié de quelques phrases comme «Macron nous fait regretter Sarko, c'est énorme», ou «le fait que je sois cadre, ça ne fait pas de moi un toutou. Qu'ils aillent tous se faire foutre!» François Hommeril, qui préfère taire son vote, rentrait chez lui, ouvrait son frigo, prenait une bière. Il plaisantait : «Je vais finir mon mandat sur un bouclier par un tour de France. Je suis un peu narcissique, on ne prend pas ce genre de job si on ne l'est pas.»

Ce portrait s'achève un jour de fin mai 2026, non pas sur un bouclier mais dans un train pour Le Havre, où le syndicaliste retrace pour nous les «péripiéties» relatées ci-dessus. Arrivé à destination, il improvisera trente minutes devant des militants CFE-CGC de Thalès réunis à l'hôtel Mercure. Il leur servira quelques histoires sorties de ses tiroirs, leur dira la «chance magnifique d'avoir été à la tête d'une organisation qui a progressé» – au point de sérieusement envisager de doubler FO et rejoindre la CFDT et la CGT sur le podium. Mais pour commencer, il leur lancera : «Je fais ma tournée d'adieux, je suis un peu le Charles Aznavour du moment.» Ciao l'artiste! ◀

Par **FRANTZ DURUPT**  
Photo **FLORENCE BROCHOIRE. DIVERGENCE**

## LE PORTRAIT